

***l'Anti*capitaliste**

n°509 | 13 février 2020 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

FACE À UN POUVOIR QUI VEUT TOUT DÉTRUIRE



**SAUVONS
L'HÔPITAL PUBLIC**

Dossier

MOYEN-ORIENT

Déclaration adoptée par le Conseil politique national (CPN) du NPA

Pages 6 et 7

ÉDITO

«Quand les éboueurs font grève, les orduriers sont indignés»

Page 2

À LA UNE

Oui, nous irons jusqu'au retrait

Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Syrie: hôpitaux ciblés avec la complicité de l'ONU

Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Gaëlle Martinez, déléguée générale de Solidaires Fonction publique Page 12



Par JULIEN SALINGUE

«Quand les éboueurs font grève, les orduriers sont indignés»

«**U**ne grève qui pollue». C'est autour de ce titre tout en nuances que le JT de France 2 a décidé de traiter, le 4 février dernier, les grèves des éboueurs à Paris et à Marseille. Un «reportage» au cours duquel riverainEs – forcément excédés – s'expriment, sur fond d'images de poubelles qui s'amoncellent, avec une Anne-Sophie Lapix, en plateau, évoquant une «catastrophe écologique». Un «sujet» au cours duquel – mais est-il vraiment besoin de le préciser? – la parole ne sera pas donnée aux grévistes, ni à leurs représentants syndicaux...

Une caricature? Pas vraiment. Plutôt un condensé de la façon dont, du côté de certains cercles politico-médiatiques, on considère les salariéEs: invisibiliséEs lorsqu'ils et elles accomplissent, par leur travail, des tâches indispensables au bon fonctionnement de la société, mépriséEs lorsqu'ils et elles «osent» relever la tête pour défendre leurs droits. C'est ce même traitement qu'ont subi les grévistes de la RATP et de la SNCF lors de leur grève historique de décembre-janvier, et c'est celui que continuent de subir les salariéEs de l'énergie, accusés par l'inénarrable Jean-Michel Apatie de «prendre en otage l'électricité» (sic).

Comme l'avait déclaré notre camarade Philippe Poutou en décembre dernier alors qu'il était questionné sur les «perturbations» dans les transports, «si les députés, les actionnaires ou les éditorialistes des grandes chaînes d'info faisaient grève, ça perturberait moins la vie des gens». Une vérité que certains continuent de refuser de voir, pendant que d'autres tentent à tout prix de la dissimuler: oui, ce sont bien celles et ceux d'en bas, les travailleurEs, qui produisent les richesses et qui font tourner tout ce qui est indispensable à la vie en commun. Et contrairement à ce que Sarkozy avait cru bon de déclarer lorsqu'il était président, lorsqu'il y a des grèves, dans le pays, tout le monde s'en rend compte. La mobilisation en cours a rappelé à qui l'avait oublié la puissance de la grève, qui demeure la principale force des salariéEs, et les réactions outragées du patronat, de ses idéologues et de son personnel politique n'en sont que la confirmation. Pour leur faire ravalier leur morgue, pour les faire reculer, c'est bien une grève de masse qu'il nous faudra construire, seul moyen de bloquer totalement le pays et les faire partir, avec leurs contre-réformes.

BIEN DIT

Nous sommes certes dans une démocratie, mais avec un mode autoritaire d'exercice du pouvoir: un mode répressif, avec la volonté, de la part de l'État, de montrer qu'il détient la force, l'autorité sur le peuple, et que les citoyens doivent se soumettre, quoi qu'il en soit, à la volonté du chef de l'État, des forces de l'ordre. Dans cette démocratie autoritaire, pour tenter d'étouffer la contestation, on réprime la capacité d'expression en attaquant le droit de manifester, le droit de grève, la liberté de réunion.

ARIÉ ALIMI (avocat), Ballast, 7 février 2020.

À la Une

Oui, nous irons jusqu'au retrait

En décembre, le gouvernement a tenté de jouer la trêve de Noël pour enrayer la mobilisation. Les grévistes et celles et ceux qui les soutenaient, même en vacances, ont répondu «Pas de retrait, pas de trêve». Aujourd'hui c'est de nouveau sur les congés scolaires qui vont s'étirer sur un mois que le gouvernement compte pour invisibiliser le mouvement de rejet de sa contre-réforme et étouffer l'ensemble des mobilisations.

Alors bien sûr la situation n'est plus celle de décembre. Après deux mois de grève reconductible, notamment à la SNCF et à la RATP, mais aussi avec de nombreux secteurs en lutte prolongée comme les salariéEs du traitement des déchets, des raffineries, des ports et docks, de la culture, de l'énergie, les avocatEs, les enseignantEs et les lycéenEs, il est indispensable de tirer des bilans pour préparer une deuxième phase.

Un point d'étape

Tirer les bilans, c'est discuter avec les collègues au boulot, dans les interpros qui continuent de se réunir, dans son quartier pour comprendre pourquoi le privé mais aussi certains secteurs du public, n'ont pas massivement rejoint le mouvement. Et pourquoi certainEs sont partis dès le 5 décembre et les autres mi-décembre, en janvier... C'est aussi débattre dans les syndicats autour de la dispersion des dates, des trous dans le calendrier, mais aussi des difficultés à mobiliser contre une réforme qui pourtant nous frappe toutes et tous. Dénoncer la participation aux concertations sur un financement qui ne pourra se faire qu'à nos dépens, et discuter des mesures qui répondent aux besoins immédiats des salariéEs et des retraitéEs: augmentation des salaires, des indemnités de chômage et des pensions de 300 euros et égalité salariale femmes-hommes, arrêt du temps partiel imposé et embauches en CDI avec réduction du temps de travail pour travailler toutes et tous. Voilà qui assurerait de remplir les caisses de retraite.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Préparer l'avenir c'est organiser la solidarité pour celles et ceux qui ont vu leurs salaires gravement réduits par le retrait des jours de grève. Cela passe par la solidarité financière des caisses de grève mais aussi le soutien de proximité aux collègues en difficulté pour payer loyer, cantine ou vacances pour les enfants.

C'est aussi organiser la solidarité contre la répression, par le soutien de toutes celles et ceux qui sont attaqués, mais aussi par une campagne politique. Car la violence de la répression est une mesure de l'incapacité du gouvernement à convaincre, et de la crainte que nos mobilisations provoquent.

Prendre la mesure des rapports de forces

Bien sûr nous n'avons pas encore obtenu le retrait et, malgré l'impopularité de sa réforme, le pouvoir est décidé à passer en force. La simulation qu'il ose proposer est

dénoncée par les économistes de droite et de gauche comme un enfumage dont ne sort clairement qu'une baisse considérable des pensions pour quasiment toutes et tous, avec aussi des baisses sur les pensions des actuels retraitéEs quand le gouvernement imposera les mesures nécessaires pour l'équilibre des comptes.

La grève a renforcé la légitimité des mobilisations sectorielles contre l'ensemble des politiques du gouvernement. Loin de s'être débarrassés des revendications des hospitalierEs, qui appellent à une journée de manifestation nationale le 14 février, le gouvernement et son ministre bégaièrent face au mouvement des lycéenEs contre le bac Blanquer. La mobilisation est en train d'imposer au pouvoir de revenir sur une réforme qu'il imposait de manière tellement irresponsable qu'il a réussi à mobiliser élèves, parents et enseignantEs contre lui. C'est une démonstration du fait

que l'acharnement peut remettre en cause même ce qui a été voté.

Trouver un deuxième souffle

Plusieurs syndicats de la RATP appellent à un lundi noir dans les transports le 17 février, l'intersyndicale à une nouvelle journée nationale le 20. Le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche, apparu en nombre le 6 février, appelle à une grande journée de mobilisation le 5 mars. Des occasions de consolider la mobilisation là où les luttes n'ont pas cessé, de la relancer ailleurs. Avec comme objectif une nouvelle vague de grèves, vers l'élargissement, la généralisation, en s'appuyant sur toutes les colères. Le NPA propose que soit organisée une manifestation nationale à Paris, rassemblant tous les secteurs, tous les acteurEs en lutte, en direction des lieux de pouvoir, c'est un objectif à mettre en débat partout, dans les syndicats, les AG interpro, sur les lieux de travail et d'études, dans les quartiers.

La construction de la grève des femmes le 8 mars, journée de mobilisation internationale pour les droits des femmes, est aussi une étape de ce toutEs ensemble pour gagner. En novembre dernier les grandes manifestations féministes avaient participé de la préparation de la grève du 5 décembre, et nous n'oublions que face aux graves crises du système capitaliste, les manifestations des femmes, premières victimes des attaques antisociales, ont été à de nombreuses reprises le point de départ de puissantes mobilisations et même de révolutions pour changer la société.

Cathy Billard

HÔPITAL

De la désobéissance à la grève des soins

Depuis près d'un an, les hospitalierEs alertent les autorités et la population: l'hôpital public est en danger. La colère portée par la grève des urgences, étouffée en Île-de-France par des concessions rémunératrices et l'octroi d'effectifs supplémentaires, a rebondi avec l'entrée en lutte du corps médical qui a repris mot pour mot les revendications du Collectif inter-urgences.

Salaires, effectifs, réouvertures des lits fermés, mode de financement et démocratie sanitaire sont au cœur du mouvement qui voit aujourd'hui des centaines de chefEs de service démissionner. «Nous allons au devant d'une crise sanitaire majeure», affirment aujourd'hui les représentantEs de la communauté médicale de l'Assistance publique - hôpitaux de Paris,

qui interpellent les candidatEs aux élections municipales.

Journée «Hôpital mort»

«Le plan d'urgence» Buzyn-Philippe obtenu par la mobilisation nationale du 14 novembre, qui a mis dans la rue les personnels hospitaliers, venus à Paris par milliers, est très loin de répondre aux exigences des contestataires qui ne désarment pas. Le 17 décembre,

une délégation du Collectif inter-hôpitaux, qui mène la fronde, se heurte de nouveau au silence de la ministre de la Santé, et décide, fait inédit, de mettre à exécution la menace de démissionner de leurs fonctions de chefEs de service. Depuis la fin du mois de janvier, de Rennes à Annecy, de Toulouse à Saint-Denis, de Marseille à Caen, de Niort à Pau, sans oublier Paris, les médecins sont plus d'un millier à déposer, sur le

bureau des directions d'établissements, leur démission de toute tâche administrative, et appellent à descendre dans la rue le vendredi 14 février, pour une journée «Hôpital mort», seuls les soins urgents étant dispensés.

Pour le Collectif inter-hôpitaux, «la dégradation des conditions de travail des professionnels est telle qu'elle remet en cause la qualité des soins». Et en écho, la DREES, un organisme placé sous l'autorité de Mme Buzyn, établit que «les établissements de santé sont l'un des secteurs où les salariéEs ont le plus recours aux arrêts maladie [...] ; l'exposition aux contraintes physiques [...], les contraintes psycho-sociales et les exigences émotionnelles en particulier constituent des déterminants importants de recours aux arrêts maladie».

L'épidémie du coronavirus sévit en Asie et touche la France. Seul l'hôpital est à même d'y faire face, mais en aura-t-il les moyens si la situation s'aggrave?

Un monde à changer

FACE À LA CATASTROPHE CLIMATIQUE. L'Agence européenne pour l'environnement (AEE) vient de publier des cartes visant à représenter les effets pour l'Europe de divers scénarios de réchauffement climatique. Les catastrophes, qui se multiplient ces dernières années, vont encore être plus fréquentes. Ceci même en prenant l'hypothèse la plus optimiste, celle où l'accord de Paris sur le climat serait respecté et où le réchauffement serait contenu sous les deux degrés par rapport aux niveaux préindustriels. Une hypothèse déjà hors d'atteinte tant les mesures prises par les gouvernements capitalistes sont loin d'être à la hauteur des risques. Outre les feux de forêts, à la fin du siècle certains des littoraux européens seront inondés de manière régulière : les effets de la montée du niveau de la mer se cumuleront avec ceux des tempêtes ou des pluies torrentielles, elles aussi de plus en plus fréquentes. « Dans ce scénario le plus optimiste, sur la côte ouest en France, les risques d'inondations seront près de 200 fois plus importants qu'en 2010 », résume un des experts de l'Agence. Les effets seront encore plus forts si l'hypothèse d'un réchauffement de 4 degrés en 2100 devait se vérifier : risque de submersion de portions

encore plus étendues du littoral, pluies torrentielles mais aussi montée de la sécheresse et donc des risques d'incendies tandis que l'agriculture devrait s'adapter. Ceci pour l'Europe, d'autres régions du monde étant dans une situation plus terrible. Comme l'écrit notre camarade Michael Löwy dans des thèses soumises à la réflexion de ceux qui ne se résignent à la catastrophe¹ : « Nous sommes tous des passagers d'un train suicide, qui s'appelle Civilisation Capitaliste Industrielle Moderne. Ce train se rapproche, à une vitesse croissante, d'un abîme catastrophique : le changement climatique. L'action révolutionnaire vise à l'arrêter – avant que ce ne soit trop tard. [...] Contrairement aux prétendus "collapsologues", qui proclament, à cor et à cri, que la catastrophe est inévitable et que toute résistance est inutile, nous croyons que l'avenir reste ouvert. [...] Mais, comme le disait, avec une grande et simple sagesse, Bertolt Brecht : "Celui qui lutte peut perdre. Celui qui ne lutte pas a déjà perdu". »

1 – <https://www.gaucheanticapitaliste.org/teize-theses-sur-la-catastrophe-ecologique-imminente-et-les-moyens-revolutionnaires-de-lever/>

PALESTINE « Deux fois rien, c'est quoi ? »

Un point de vue palestinien sur le « plan Trump ».

D'après Trump, les Palestiniens ne repartent pas entièrement les mains vides. Leurs suzerains leur ont accordé un « État ». Sur « plus de deux fois la terre qu'ils contrôlent actuellement ». C'est tout du moins ce qui a été initialement relaté, et qui a contaminé les premiers reportages lors de l'annonce du plan, sans que personne ne s'arrête et pose une question évidente : deux fois rien, c'est quoi ? D'après le plan, la question du territoire a été élaborée « dans l'esprit de la résolution 242 [du conseil de sécurité] de l'ONU ». Mais ceci suggérerait une forme d'adhésion aux frontières de 1967. Or, à en juger par les « cartes conceptuelles » en annexe du plan, il est difficile de penser que les frontières de 1967 aient seulement été considérées. En réalité, la priorité, telle qu'elle est visible dans ce plan, c'est la sécurité d'Israël. Dès lors, les Palestiniens n'obtiennent aucun contrôle sur les frontières pour entrer et sortir de la Cisjordanie. En compensation, le « Plan économique de Trump » profitera aux réfugiés déjà présents et à ceux qui seraient absorbés dans « l'État



WIKIMEDIA COMMONS

de Palestine ». Ou « l'Empire de Palestine » ou « la Grande Palestine », ou quel que soit le nom que les Palestiniens veulent lui donner, un ensemble de zones non contiguës qui seraient reliées par des ponts, des tunnels et des routes. Nous obtenons des routes ! Ce doit être ce que Jared Kushner a appelé progrès économique. Les Palestiniens pourront aussi espérer une zone balnéaire au nord de la Mer Morte. Avec des détails de ce genre, il est facile de comprendre que le plan Trump atteigne les 180 pages.

Inapplicable

Ce plan est, bien sûr, inapplicable. C'est un non-point de départ, comme l'ont dit les Palestiniens

depuis le début. Il viole toutes les lignes rouges établies par l'Autorité palestinienne, tous les principes signés en 1993 par l'Organisation de libération de la Palestine et toutes les résolutions du droit international. Aucun dirigeant palestinien ne pourrait l'accepter. Aucun dirigeant palestinien ne l'acceptera. Tout dirigeant arabe qui le soutiendra verra sa réputation entachée. C'est pire qu'une plaisanterie. C'est une insulte. Les responsables de l'Autorité palestinienne – Mahmoud Abbas, dirigeant de l'AP, a parlé de « gifle du siècle » – et le porte-parole de Hamas ont comme prévu rejeté le plan d'un revers de la main. D'autres aussi ont été acerbes. B'Tselem,

association de défense des droits humains, a déclaré que le plan ne changeait rien : « Ce que l'on "offre" à l'instant aux Palestiniens, ce ne sont pas des droits ni un État, mais une situation permanente d'apartheid. » Matt Duss, conseiller en politique étrangère du candidat à la présidence US Bernie Sanders, a tweeté son « mot du jour » : « Bantoustans ». Et il a conseillé aux journalistes de parler de « véritables Palestiniens ». La présentation du plan avait des airs de menaces envers les Palestiniens. Ainsi, la « difficulté » à créer un État palestinien d'un seul bloc, étant donné l'étendue des colonies, a été mise en avant par un responsable de l'administration comme une raison pour que les Palestiniens se soumettent : « Si nous ne figeons pas les choses maintenant, je pense que leur chance d'obtenir un jour un État disparaît fondamentalement. » Ce que ce responsable ne semble pas avoir un seul instant envisagé, c'est : et alors ? Si cette « chance » disparaît, Israël devra toujours vivre avec six millions de Palestiniens. Voilà la vérité qu'éludent ceux qui semblent penser que l'exercice du pouvoir fait tout : ce ne sera terminé que quand les Palestiniens diront que ça l'est. Pas avant. **Omar Karmi, traduction J.S.**
Version intégrale sur <https://electronicintifada.net/blogs/omar-karmi/trumps-win-win-plan-hands-everything-israel>

« Des pans entiers de l'activité hospitalière s'effondrent »

« L'hôpital public est exsangue et n'est plus capable d'assurer son rôle de service public, mettant en cause l'égalité d'accès, d'accueil et une prise en charge de qualité sur tout le territoire. Aujourd'hui, des pans entiers de l'activité hospitalière et des établissements de santé et de l'action sociale s'effondrent et les réponses du gouvernement ne sont absolument pas à la hauteur des enjeux », estiment l'Association des médecins urgentistes de France Amuf, Action praticiens hôpital APH, la CFE-CGC, la CFDT, la CGT, le collectif inter-blocs, le Printemps de la psychiatrie, la Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité, Sud et l'Unsa qui se mobiliseront ce vendredi avec les Collectifs inter-urgences et inter-hôpitaux. Aujourd'hui, des Collectifs sont à la pointe de la lutte des hospitalierEs,

les syndicats étant affaiblis par des défaites successives, mais la mobilisation en cours contre la réforme des retraites jette une ombre au tableau. Après des années de « composition » avec les autorités sanitaires, la plupart des médecins aujourd'hui engagés par leur acte de désobéissance, ont tourné le dos à cette lutte qui concerne l'avenir de l'ensemble des agentEs de l'hôpital public. Perdre la reconnaissance de la pénibilité des métiers et travailler plus longtemps pour des retraites de misère n'est pas de nature à améliorer les conditions de travail, ni à favoriser le recrutement de professionnelEs qui devient de plus en plus difficile. Fort heureusement des initiatives interprofessionnelles se déploient, comme la chaîne humaine qui a entouré l'hôpital pédiatrique Robert-Debré à Paris. Plus de 600 personnes ont participé à cette action, qui a aussi mobilisé les habitantEs des quartiers alentour. À Tours, à

DÉMISSIONS ADMINISTRATIVES DES MÉDECINS HOSPITALIERS



Caen, l'interpro fait aussi le lien et se mobilisera le 14 février. Faire céder Macron et sauver l'hôpital exigera un niveau supérieur de mobilisation. L'idée de la grève des soins non urgents, inacceptable hier encore

par les soignantEs, fait son chemin dans les esprits, et semble la seule voie à suivre pour briser le garrot qui étrangle le service public de santé et celles et ceux qui le font vivre. **CorrespondantEs**

Le chiffre

? C'est la valeur du point dans le système de retraite voulu par le gouvernement, de l'aveu même de la majorité LREM. Alors qu'Édouard Philippe avait affirmé qu'il serait indexé sur les salaires, on vient en effet d'apprendre que le point serait en réalité indexé sur un indicateur... qui n'existe pas encore, le « revenu moyen d'activité par tête ». Un mensonge et une entourloupe de plus, qui devraient achever de convaincre les sceptiques : l'heure est plus que jamais à la mobilisation pour faire dégager ce projet!



Agenda

Vendredi 14 février, manifestation des hôpitaux, Paris. À 12h, hôpital Necker, 149, rue de Sèvres, métro Duroc.

Samedi 15 février, fête de soutien aux grévistes de la BnF, Paris. De 19h à 23h, au CICP, 21 ter, rue Voltaire, métro Rue-des-Boulets ou Nation.

Samedi 15 février, soirée de soutien aux grévistes de l'Ibis Batignolles, La Plaine Saint-Denis (93). À partir de 14h, à La Belle Étoile, 14, allée Saint-Just, métro Front-Populaire.

Samedi 15 février, concert de soutien aux grévistes de la RATP, Ivry-sur-Seine (94). À 19h, au Hangar-Tremplin, 3-5, rue Raspail, métro Mairie-d'Ivry.

Lundi 17 février, journée de grève à la RATP.

Jeudi 20 février, manifestation contre la réforme des retraites, Paris. RDV à préciser.

NO COMMENT

Il me semble qu'il existe une tendance, dans la sociologie française, à lire la société à travers le seul prisme des inégalités. Or, comme en physique quantique, l'observateur a un impact sur la chose observée. Il arrive ainsi que certains sociologues finissent par renforcer les inégalités qu'ils dénoncent, en générant une sorte de pessimisme de principe.

JEAN-MICHEL BLANQUER, *Quelle école voulons-nous?* (avec Edgard Morin), janvier 2020.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr



DROITS DES ÉTRANGER·E·S

Révoltes dans les centres de rétention administrative

Délaissées par la plupart des médias, les luttes menées par les détenuEs dans les centres de rétention administrative (CRA) ne font l'actualité que lorsqu'elles prennent des formes dramatiques et spectaculaires. C'est le cas ces derniers jours avec les mouvements qui touchent les CRA de Vincennes et de Oissel.

Dans un rapport remis en avril 2019, ASSFAM-Groupe SOS Solidarités, France terre d'asile, le Forum Réfugiés-Cosi, la Cimade, l'Ordre de Malte France et Solidarité-Mayotte dénonçaient la loi du 10 septembre 2018, entre autres le doublement du temps de rétention qui passait de 45 à 90 jours. On pouvait notamment y lire : « Nos associations comme de nombreux autres acteurs (Contrôleur général des lieux de privation de liberté, Défenseur des droits) avaient souligné le caractère manifestement disproportionné d'une telle mesure, qui accroît les souffrances des personnes concernées, au regard d'un nombre d'expulsions supplémentaires marginal. Nos associations ont ainsi constaté les conséquences inquiétantes de ce durcissement à travers l'angoisse des personnes enfermées, des automutilations, des grèves de la faim, des tentatives de suicide et le décès d'une personne par pendaison. »¹



Grèves de la faim aux CRA de Vincennes et de Oissel

Dans un communiqué daté du 8 février, les détenus du CRA de Oissel, organisés en collectif ont annoncé qu'une grève de la faim avait débuté depuis 48 heures « contre les mauvaises conditions de rétention et les traitements inhumains ». Simultanément, les détenuEs du CRA de Vincennes, organisés aussi en collectif, prévenaient leurs correspondants qu'ils et elles avaient entamé une grève de la faim pour des raisons identiques à celles de Oissel, y dénonçant de plus le surpeuplement qui aggrave les conditions de détention, et la répression policière. Le 4 février, les détenuEs avaient mis le feu à plusieurs bâtiments, suscitant une répression sauvage de la police anti-émeute. Regroupés dans la cour pendant plusieurs heures, sous la pluie et dans le froid, tabassés par les flics, ils et elles ont ensuite été dispersés dans divers commissariats, ou encore aux centres du Mesnil-Amelot et de Palaiseau. Les conditions de détention au CRA de Vincennes ont depuis, empiré : surpopulation démentielle, vengeance des autorités allant jusqu'à faire dormir les détenuEs sur des matelas brûlés lors de l'incendie.

Solidarité!

Le NPA exprime toute sa solidarité aux sans-papiers en lutte dans les sordides prisons que sont les centres de rétention, dont il réclame la fermeture immédiate, pure et simple. Ses militantEs sont disponibles à toutes les propositions d'actions proposées par les collectifs de sans-papiers. Il appelle d'ores et déjà à faire du 21 mars, à l'occasion de la journée internationale contre le racisme, un grand rendez-vous de mobilisation (cf. article ci-contre).

Alain Pojolat

¹ - https://www.france-terre-asile.org/images/stories/communiqués-presse/Dossier_de_presse_rapport_retention_2018.pdf

LREM « Les élus locaux qui ont l'étiquette En Marche ont du souci à se faire »

« Vu ce qu'on montre en ce moment, les élus locaux qui ont l'étiquette En Marche ont du souci à se faire. » Ainsi s'exprimait, sous couvert d'anonymat, un député LREM, quelques heures avant d'être reçu, au côté de l'ensemble des élus du groupe, le 11 février à l'Élysée. Une certaine lucidité, pour ne pas dire une lucidité certaine : la multiplication des départs, des candidatures concurrentes aux municipales, mais aussi, pour la première fois, des critiques ouvertes à l'encontre de Macron lui-même, tout cela participe d'une fragilisation de plus en plus visible de la Macronie, sous la pression d'une contestation tous azimuts.

Le mouvement des Gilets jaunes, de même que l'exceptionnelle mobilisation face à la contre-réforme des retraites, sont venus faire dérailler le train de la Macronie triomphante. Et c'est ainsi que l'on a vu, depuis la fin de l'année 2018, la majorité se fragiliser, les départs s'accroître, les dissensions s'affirmer, et l'exécutif être de plus en plus critiqué, parfois pour ses orientations, le plus souvent pour sa méthode.

Critiques tous azimuts

Les travailleurEs ne sont pas les seuls à désavouer le gouvernement... Le récent avis du Conseil d'État, qui critique vivement le gouvernement et son projet sur les retraites, indique en effet que du côté des institutions elles-mêmes, la « méthode » Macron ne passe pas... « Des projections financières douteuses », un recours ultérieur à des dizaines d'ordonnances non encore écrites, une universalité et une égalité de traitement qui n'existent pas puisqu'il prévoit cinq régimes différents et de nombreuses règles dérogatoires dans ces cinq régimes... De plus, concernant la revalorisation des salaires des enseignantEs, le Conseil d'État rappelle que la loi ne peut pas prévoir des dispositions qui seraient adoptées ultérieurement, dans une autre loi,



WIKIMEDIA COMMONS

et il indique aussi que le projet ne peut pas prévoir de subventionner la Caisse de retraite complémentaire des navigants. Dommage car c'était deux secteurs d'activité que le gouvernement espérait se mettre dans la poche!

De son côté, l'ARRCO-AGIRC vient de calculer que la retraite à points, avec l'arrêt des cotisations des hauts salaires, va générer un déséquilibre de 3,7 milliards annuels pendant 15 ans. Il faudra en effet continuer à payer des pensions élevées pour des cadres retraités, alors qu'une part des cotisations des cadres actifs ne sera plus perçue. Cerise sur le gâteau : le Medef lui-même s'en prend au projet de contre-réforme des retraites, réclamant le maintien

du régime par répartition pour les hauts salaires...

Compter avec les faiblesses de ceux d'en haut

Sous le feu des mobilisations et prise au piège de son assurance et de son arrogance, la Macronie semble plus isolée que jamais, et l'approche des élections municipales ne va rien arranger – et c'est tant mieux ! En effet, après l'épisode catastrophique pour Macron de sa fuite du théâtre des Bouffes du Nord, après les nombreuses « perturbations » pendant les vœux des députéEs et ministres LREM, c'est désormais le tour des candidatEs aux municipales. Édouard Philippe lui-même a dû se confronter, au

Havre, à un comité d'accueil de grévistes. Chaque déplacement, chaque sortie d'un responsable LREM est l'occasion potentielle d'une manifestation ou d'une action : une situation dont de plus en plus de cadres de la majorité se plaignent, qui demandent désormais des comptes à un Macron qui les traite eux aussi avec arrogance, comme l'a montré le récent épisode du congé de deuil parental.

Le pouvoir est donc fragilisé, et nous ne pouvons que nous en réjouir : pour gagner, ceux d'en bas doivent aussi compter avec les faiblesses de ceux d'en haut, leurs divisions, et travailler à les approfondir. Il ne s'agit pas, toutefois, de sous-estimer le fait que l'assurance de Macron n'est pas uniquement feinte, non seulement en raison de sa conception autoritaire du pouvoir, liée à la conviction qu'il sait ce qui est « bon » pour le pays, quitte à passer en force, en s'appuyant sur les institutions antidémocratiques de la 5^e République et aussi car ses calculs électoraux qui sont les siens reposent sur l'idée qu'un socle à 23-24 % lui suffit pour être réélu face à Marine Le Pen en 2022. L'objectif d'un blocage d'ampleur et durable doit dès lors demeurer, seule possibilité de contraindre le pouvoir à reculer face à une grève nécessairement politique.

C.B.

14 MARS-21 MARS Mars des Solidarités!

À l'initiative du collectif Vies Volées et du comité Adama, les collectifs des familles de victimes des violences policières ont lancé un appel à une marche contre les violences policières le 14 mars prochain.

Rappelant que les brutalités de la police contre les mouvements sociaux étaient « auparavant réservées aux quartiers populaires », l'appel énonce clairement que « ce ne sont pas des "bavures" ni des "dérapages", mais des pratiques régulières autorisées par un État qui assume de pouvoir blesser grièvement, mutiler ou tuer un homme pour un contrôle d'identité ». L'appel demande entre autres l'interdiction des techniques mortelles d'immobilisation et des armes de guerre.

Enfin!

Cela fait des années (des décennies ?) que les familles de victimes se battent, souvent dans l'isolement quasi complet pour obtenir « vérité et justice » et dénoncer l'impunité policière. Plus de dix ans notamment pour Lamine Dieng tué en 2007 ou Ali Ziri tué en 2009. Et la



liste est longue. Cet appel marque la fin de cet isolement. La liste des soutiens est impressionnante, députéEs, artistes, sportifs et sportives, personnalités intellectuelles, syndicalistes (dont Philippe Martinez). À cela deux raisons. Tout d'abord l'acharnement et la détermination des familles et des réseaux de soutien pendant des années. Ces deux dernières années les mobilisations et la visibilité médiatiques s'étaient développées, ce dont témoignent l'écho autour du cas de Adama Traoré et du comité Adama, et les succès relatifs des manifestations de la Marche des Solidarités en 2019 et 2020.

L'autre raison est la généralisation de ces violences, hier largement

cantonnées aux quartiers populaires, qui se multiplient désormais contre les mouvements sociaux, spécialement l'an dernier contre les Gilets jaunes et cette année contre le mouvement s'opposant à l'attaque sur les retraites.

Racisme

Au-delà des soutiens enregistrés, il faut désormais que le succès dont témoigne cet appel se traduise par une mobilisation massive dans la rue le 14 mars.

Mais cela suppose aussi l'articulation avec la mobilisation contre le racisme. Les violences policières font effectivement partie d'une logique d'État. Elles ne sont ni des bavures individuelles ni des excès

temporaires mais font partie du répertoire d'imposition de l'ordre dominant.

Hier comme aujourd'hui cette violence était la norme dans la « gestion » des quartiers populaires et aussi dans la répression des sans-papiers et migrantEs, cibles désignées pour ce qu'elles sont, et faisant adhérer à l'État et à son bras armé. Un des ressorts de cette adhésion est le racisme et son autre face le nationalisme, qu'il s'exprime par les « valeurs » républicaines ou la lutte contre le communautarisme.

Si ces violences d'État se généralisent aujourd'hui au mouvement social c'est parce que cet ordre est contesté largement et concrètement. D'où l'importance d'articuler la mobilisation du 14 mars à toutes les luttes en cours mais aussi à la mobilisation du 21 mars à l'occasion de la Journée internationale contre le racisme. Pour que s'ancre et se généralise la solidarité de classe. Qui, par définition, à moins de se nier et d'être défaite, ne peut être à sens unique.

Les marches du 14 mars et du 21 mars auront par ailleurs lieu à la veille des deux tours des élections municipales. L'occasion de faire entendre, dans la rue, l'alternative à tous les discours sécuritaires et racistes et de s'opposer à la montée du fascisme.

Denis Godard

Le personnel médical de l'hôpital d'Aqéirbat, dans la campagne près d'Idlib en Syrie, a organisé le 6 février une manifestation-témoignage désespérée afin d'attirer l'attention sur la destruction d'unités de soins et d'hôpitaux. Le personnel portait des banderoles invitant António Guterres, le secrétaire général des Nations unies, à se rendre à Idlib et à « voir par lui-même » la liste de plus en plus longue d'installations médicales détruites ou gravement endommagées par le régime d'Assad et ses alliés. Quelques heures auparavant, l'Association des médecins indépendants, une ONG médicale qui fournit des services de santé à des centaines de milliers de personnes dans les régions d'Idlib et d'Alep, a signalé que des tirs d'artillerie avaient visé son centre de soins de santé primaires à Anadan [petite ville à 12 km au nord d'Alep].

« Mécanisme de désescalade » ?

La destruction systématique du système de santé à Idlib fait partie d'une offensive plus large du régime Assad et de ses alliés, la Russie et l'Iran, pour reprendre le contrôle militaire de la zone autour d'Idlib, la dernière poche de territoire détenue par l'opposition. Plus d'un demi-million de personnes ont fui la région au cours des deux derniers mois. Motaz, un ancien responsable de programme d'une ONG médicale syrienne, a déclaré à *Middle East Solidarity* que les agences des Nations unies, dont le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), sont devenues « des partenaires d'Assad et de la machine à tuer russe en Syrie », en fournissant des informations sur la localisation des installations médicales directement aux forces

SYRIE Hôpitaux ciblés avec la complicité de l'ONU

Un article du Mena Solidarity Network.



MENA SOLIDARITY NETWORK

russes dans le cadre d'un prétendu « mécanisme de désescalade ». Ce mécanisme a poussé les ONG syriennes du secteur de la santé à partager les coordonnées des installations médicales avec les « forces de la coalition, le gouvernement de la Turquie, la Fédération de Russie, ainsi que les présidents du Groupe international de soutien en Syrie (en anglais ISSG, dont la coprésidence est assumée par le gouvernement des États-Unis et la Fédération de Russie) ». Il a été demandé aux ONG humanitaires de confirmer des informations détaillées sur les missions humanitaires mobiles et fixes telles que « la localisation, les coordonnées (système de positionnement global-GPS), la latitude (longitude en degrés), la fonction du bâtiment (bureau, logement, école, entrepôt, hôpital, etc.), l'adresse exacte du bâtiment et son emplacement ».

Bien que l'objectif de ce programme soit apparemment d'aider les combattants à éviter d'attaquer les hôpitaux, M. Motaz nous a dit que l'exercice de partage d'informations a en fait augmenté la menace pour les établissements sanitaires.

Assad veut reprendre le contrôle du territoire syrien

« Les ONG syriennes travaillant depuis la ville de Gaziantep en Turquie et participant aux différentes réunions des structures humanitaires ont cru aux affirmations d'OCHA concernant la "protection" des humanitaires et de leurs installations. Les ONG médicales, par exemple, ont partagé non seulement les coordonnées géographiques de leurs activités mais aussi les "emplacements" de leurs installations médicales », a-t-il expliqué. « Bien que le partage des coordonnées avec l'OCHA soit

"volontaire", les ONG se sont senties poussées à les partager avec l'OCHA. Certains craignaient que le fait de ne pas le faire n'entraîne des réductions de financement, tandis que d'autres pensaient que le fait de fournir ces informations permettrait de protéger leur personnel, leurs patients et leurs installations. » Pourtant, le « mécanisme de désescalade » n'a pas fonctionné. *The New York Times* a repéré des dizaines d'exemples d'hôpitaux et de cliniques figurant sur la liste de l'ONU des lieux ne devant pas être frappés, qui sont pourtant endommagés ou détruits par des attaques russes ou syriennes, depuis avril 2019. « La destruction des installations médicales dans les zones d'opposition a des dimensions à la fois politiques et militaires », a expliqué M. Motaz. « D'une part, le régime Assad veut reprendre le contrôle total du territoire syrien. D'autre part, le régime cherche à devenir le seul fournisseur de services en Syrie et à éliminer toute institution établie par l'opposition. » Après Idlib, la prochaine étape de la campagne brutale du régime Assad devrait viser les alentours d'Alep. Les installations médicales y sont désormais très vulnérables, selon M. Motaz. « Elles ont été alignées comme des cibles faciles pour les bombardements syriens et russes car l'OCHA a déjà partagé leurs coordonnées géographiques avec la Fédération de Russie. » **Mena Solidarity Network, traduction À l'Encontre**

GRÈCE

Mobilisation lycéenne pour l'école publique

Le lundi 10 février, 6 000 à 8 000 lycéenEs ont manifesté dans les rues d'Athènes, faisant franchir ainsi une nouvelle étape à une mobilisation qui a commencé dans quelques quartiers de la capitale et des banlieues.

Les raisons ? Elles sont multiples, avec comme goutte d'eau la loi concoctée par le ministre de l'Éducation, Niki Kerameos, qui, en alliant ultra-libéralisme, intégrisme orthodoxe et autoritarisme, est un archétype du pouvoir libéral de ce début de 21^e siècle. Sa loi, contestée par l'immense majorité de la communauté éducative, permet de mettre sur le même plan les diplômés de l'université et ceux délivrés par des boîtes privées labellisées par des facs étrangères pour avoir une carte de visite leur permettant de faire payer très cher l'inscription. À l'occasion du vote de cette loi par ailleurs anticonstitutionnelle, de grosses manifestations ont déjà eu lieu, notamment à l'appel de OLME (syndicat des enseignants du secondaire) et de différents secteurs universitaires.



NPA/AS

« Bagne à examens »

Du côté lycéen, la colère contre cette mesure est d'autant plus forte que la situation des collèges et des lycées publics est souvent tragique : manque de profs, manque de crédits (avec parfois des salles non chauffées), subventions pour l'éducation publique insuffisantes à tous les degrés, avec limitation en vue des places en université qui menace l'accès des classes populaires à l'enseignement supérieur, instauration d'examens à tous les niveaux du secondaire (et évaluation des enseignantEs), transformant le lycée en « bagne à examens ». On le voit : c'est la même logique que le pouvoir tente d'imposer en Grèce et en France. Et très logiquement, on assiste ici aussi à un renforcement de l'autoritarisme hiérarchique. Du coup, les lycéenEs ont répliqué à la hauteur des attaques : plusieurs dizaines de lycées sont occupés, et le mouvement tente d'organiser une mobilisation d'ampleur et déterminée, comme cela s'entendait dans la manif ce lundi matin, pour laquelle OLME avait aussi décidé d'un débrayage. S'il est trop tôt pour savoir si la dynamique va s'étendre, on voit qu'après les mobilisations étudiantes de l'été et de l'automne contre la suppression de l'asile universitaire, il est sûrement l'heure de construire un mouvement de tout le secteur éducatif, en défense de l'éducation publique et gratuite pour toutes et tous, sans oublier d'avancer la dimension antiraciste, par exemple le droit des jeunes réfugiés à l'éducation. **À Athènes, A. Sartzekis**



ÉTATS-UNIS Sanders a le vent en poupe

Après le décompte, jeudi soir [6 février] de 100 % des votes lors du caucus démocrate de l'Iowa, c'est Bernie Sanders qui a obtenu le plus de voix.

La popularité de Sanders vient d'un désir croissant de changement dans la société états-unienne. Son programme, avec un salaire minimum d'au moins 15 dollars de l'heure, une action résolue contre le changement climatique, la gratuité des soins de santé et la lutte contre la corruption dans le champ politique, parle à beaucoup de gens.

Sanders vainqueur en Iowa

En dépit de l'extraordinaire délai nécessaire au décompte, il apparaît que c'est le candidat le plus radical qui a obtenu le plus de voix. Et le « favori » Joe Biden, avec son credo supposément modéré et donc probusiness, a été humilié. Sanders a revendiqué la victoire, expliquant aux journalistes qu'il avait obtenu 6 000 voix de plus que Pete Buttigieg. « Là d'où je viens, quand vous obtenez 6 000 voix de plus, vous êtes en général considéré comme le vainqueur », a-t-il déclaré. Au total, Sanders a obtenu 43 671 voix (25 %), Pete Buttigieg 37 557 (21 %), Elizabeth Warren 32 533 (18 %), Joe Biden 26 384 (15 %). Mais la plupart des médias ont tout de même pu parler d'une victoire de Buttigieg. Ceci en raison d'un processus complexe



WIKIMEDIA COMMONS

pour transformer les votes bruts en ce que l'on appelle « équivalents en délégués par État ». Une formule est utilisée pour calculer comment les résultats des 1678 circonscriptions où des votes ont eu lieu correspondent à un nombre de délégués, parmi les 41 qui se rendront, pour l'Iowa, à la convention démocrate, accordé à chaque candidat. Dans ce cadre, Buttigieg est arrivé très légèrement devant Sanders (0,1% de plus). L'équipe de la campagne Sanders a répondu en publiant 14 exemples de ce qu'elle appelle

des « divergences » dans les chiffres du Parti démocrate. Jeff Weaver, un des principaux conseillers de Sanders, a déclaré que l'équipe de campagne « était confiante [dans le fait que] ces divergences [...], en plus de celles largement identifiées dans les médias nationaux, indiquent que le compte des équivalents en délégués par État ne sera jamais connu avec certitude. »

« La classe des milliardaires ne devrait pas nous sous-estimer »

Biden espère se remettre lors des primaires à venir. S'il n'y parvient

pas, une large part du soutien dont il bénéficie pourrait se reporter sur Buttigieg. Ce dernier est la première personne ouvertement gay à briguer la candidature démocrate, mais son programme est néolibéral et il était auparavant officier dans le renseignement militaire en Afghanistan. L'establishment démocrate a une autre option : le milliardaire Michael Bloomberg. Celui-ci ne se présente pas dans les premières primaires, et attend le « super Tuesday » du 3 mars, lorsque 16 États et territoires voteront. Il a déjà dépensé plus de 200 millions de dollars en publicités électorales. Après le caucus en Iowa, il a déclaré qu'il doublerait ce budget le mois prochain. Sanders a déclaré, jeudi [6 février] : « En janvier, notre campagne a levé la somme incroyable de 25 millions de dollars auprès de plus de 648 000 personnes. [...] La classe des milliardaires ne devrait pas nous sous-estimer. Si les travailleurs s'unissent dans un mouvement pour la justice, nous gagnerons. » Le soutien à Sanders est le signe d'un vaste mouvement de désenchantement vis-à-vis des politiques au service des entreprises et des élites. Ce sentiment doit être converti en action, qui ne soit pas alignée derrière les Démocrates. **Gabby Thorpe, traduction J.S.**

SOLIDARITÉ PLEINE ET ENTIÈRE

Les populations du Moyen-Orient ne cessent de payer leurs révoltes contre la tyrannie imposée par des régimes qui rivalisent d'oppression, de férocité répressive et de corruption, et qui relaient à leur façon l'offensive capitaliste néolibérale mondiale, massive et brutale. Sans le soutien des puissances impérialistes mondiales, ces régimes seraient tombés depuis longtemps. Sans l'utilisation cynique des confessionnalismes religieux, du sexisme et du chauvinisme par les classes dominantes et les prêchiers armés, les aspirations populaires au travail, à la justice sociale, aux libertés démocratiques et à l'égalité des droits, à l'émancipation des peuples et au respect de l'environnement pourraient se rejoindre pour ouvrir une ère de coexistence et de prospérité dans le plus notable berceau multiculturel de l'humanité.

Dans une période où les luttes des opprimés rejaillissent à peine étouffées, rien ne justifie un refus de solidarité basé sur une prétendue trop forte complexité des situations, qui glisse facilement vers le racisme, ou sur une prétendue bonne volonté des gouvernements français et européens qui serait mal récompensée. Les politiques des grandes puissances, quelles qu'elles soient, sont d'une complicité avérée, ont créé incomparablement plus de problèmes que des solutions, et celle de la France de Macron est toujours scandaleuse à son niveau. Nous refusons également tous les «campismes» qui mettent en valeur la lutte d'un peuple ou d'un État au détriment d'un autre.

Dans cette période d'affrontements et de soulèvements redoublés, avec de grands espoirs et de grands désespoirs, le Nouveau Parti anticapitaliste tient à réaffirmer sa pleine solidarité avec tous les peuples du Moyen-Orient en lutte pour leur liberté, leurs droits et leur avenir.

IRAN

En Iran, la population a été marquée depuis des décennies par la politique criminelle des USA avec la complicité de ses alliés impérialistes dont la France, avec encore aujourd'hui Macron qui couvre Trump dans



Janvier 2020 en Irak. DR

ses aventures militaires. C'est cette population qui souffre en premier lieu du blocus économique imposé par les USA, et qui serait la principale victime d'une nouvelle guerre dont Trump agite la menace quand il se sent affaibli en interne. Les IranienEs se sont récemment levés à plusieurs reprises contre le régime particulièrement oppresseur des mollahs, et ont été sauvagement réprimés par celui-ci. Mais les récentes opérations militaires étatsuniennes, la pression impérialiste ne font que renforcer le régime à chaque fois qu'il est affaibli par les effets désastreux de sa politique et par les mobilisations populaires.

Nous dénonçons la complicité du gouvernement de Macron avec la politique ultra-impérialiste et va-t-en-guerre de l'administration US de Trump au Moyen-Orient. Nous saluons les luttes héroïques de l'ensemble des populations d'Irak et particulièrement des femmes, à la fois contre le régime et contre l'impérialisme, et nous en sommes pleinement solidaires.

IRAK

En Irak, les conséquences de l'invasion du pays par la coalition dirigée par les USA en 2003 ne cessent de se réfracter. Il y a eu les centaines de milliers de morts et les destructions massives de l'offensive étatsunienne. Il y a eu les répliques de cette guerre avec les combats sans merci liés à la montée du djihadisme et en particulier de Daesh. Il y a eu l'accapement des richesses du pays par les vainqueurs et leurs amis. Mais, depuis octobre 2019, un mouvement de contestation populaire sans précédent s'est levé, dénonçant la corruption, le chômage et la déliquescence

des services publics dans un pays en pénurie chronique d'emplois, d'électricité et d'eau potable. Ces revendications de justice sociale et de redistribution économique face aux politiques néolibérales destructrices ne peuvent être dissociées des revendications contre la fin du système politique confessionnel, qui détermine la représentation politique sur la base des identités communautaires – religieuses, ethniques ou confessionnelles. Les manifestantEs se sont aussi insurgés contre le rôle tant des USA que de l'Iran dans le pays. En effet, Téhéran possède une influence politique et économique massive en Irak depuis l'occupation étatsunienne en 2003, à travers son soutien aux mouvements fondamentalistes islamiques chiites et à ses milices armées. Les populations soulevées ont manifesté sans cesse depuis l'automne, et occupé la place Tahrir à Bagdad et beaucoup de villes du sud de l'Irak, sous les balles et avec des enlèvements d'activistes du mouvement, en particulier de femmes, par des milices défendant leur pouvoir. La mobilisation a obtenu le départ du Premier ministre et s'est fixé comme objectif de ne pas cesser tant qu'un nouveau gouvernement provisoire qu'elle tolérerait n'aura pas organisé des élections libres, non confessionnelles et débouchant sur un nouveau pouvoir exempt de corruption et qui satisferait les revendications d'emploi et de justice sociale que les insurgés ont mis en avant. Le NPA s'associe à la peine causée par les nombreux morts qu'a subis le mouvement populaire irakien, et lui apporte sa pleine solidarité dans sa lutte de longue haleine pour atteindre ses objectifs de justice, face à la détermination de ses nombreux ennemis et aux pièges qu'ils lui tendront.



Octobre 2019 au Liban. DR



MOYEN

CONTRE LES IMPÉRIALISTES, ET LES RÉGIMES POURRIS, PEUPLES POUR LEUR LIBÉRATION

Déclaration adoptée par le Conseil politique

Irak, Iran, Yémen, Syrie, Liban, Palestine: pas un jour de torture – et combien du fait des privations de m

LIBAN

Au Liban, le soulèvement populaire contre une taxe internet inique en octobre 2019 s'est également transformée presque immédiatement en révolte contre la structure confessionnelle du pouvoir rassemblant les populations de toutes origines et de tout le pays. L'un des slogans phares du mouvement («Tous, ça veut dire tous») a illustré que la remise en cause des politiques économiques néolibérales et la corruption débouchait sur une dénonciation de l'ensemble des représentants du système confessionnel mis en place après la guerre de 1976, sous inspiration historique de l'impérialisme français.

Ce mouvement marqué par l'entrée en scène massive des femmes et des jeunes, et par un remarquable bouillonnement culturel, a pu imposer la démission du gouvernement. En même temps, les classes populaires au Liban ont fait face une crise économique toujours plus grave, avec des restrictions bancaires draconiennes et une perte de plus de 60% de la valeur de la monnaie nationale. 100 jours de contestations de rue permanentes se sont traduits par une radicalisation populaire, comme en témoigne l'augmentation des attaques

contre le siège de la Banque du Liban et d'autres banques privées, et des affrontements de plus en plus violents avec les forces répressives. Nous affirmons notre solidarité avec la lutte du peuple libanais contre la répression, contre le système confessionnel corrompu et pour ses droits sociaux et démocratiques.

SYRIE

En Syrie, depuis mars 2011 et le soulèvement démocratique contre le tyran Bachar al-Assad, la population syrienne a subi une guerre totale menée par le dictateur et ses alliés, au premier rang desquels la Russie de Poutine et l'Iran des mollahs. Les difficultés rencontrées par le soulèvement, la militarisation imposée par le régime et les ingérences intéressées des monarchies du Golfe, ont en outre favorisé le développement des forces intégristes et djihadistes, tandis que les forces démocratiques étaient abandonnées. Les puissances occidentales ne se sont intéressées qu'à une seule chose: l'anéantissement de l'État islamique avec un mépris total de l'ensemble des populations et, comme on l'a vu récemment, même de leurs alliés kurdes. Le régime syrien a ainsi réussi à

reprendre le contrôle d'un fantôme de pays.

A l'été 2019 il restait trois régions qui échappaient à son emprise: celle d'Idlib au nord, où ont été concentrés trois à quatre millions de SyrienEs anti-Assad de toutes tendances mais où les intégristes islamistes se sont quasiment accaparé le monopole des armes; la région majoritairement kurde à la frontière turque, dite Rojava ou Fédération du Nord-Ouest de la Syrie, sous le contrôle de la PYD/PKK et de ses alliés au sein des Forces démocratiques syriennes; et la plus vaste région du Nord-Est reprise à l'EI/Daesh par la coalition des puissances occidentales et des FDS, dont les richesses pétrolières intéressent particulièrement les USA. Au-delà de fortes tensions entre eux, les régimes turc et syrien n'ont cessé de chercher un accord minimal, sous l'égide du «parrain» russe Poutine, pour écraser l'un ou l'autre de la Rojava, l'autre la région d'Idlib, qu'ils considèrent chacun comme dangereux pour leur pérennité. C'est ainsi que, pendant qu'Erdoğan envoie l'armée turque et ses obligés syriens envahir la Rojava et tenter d'en finir avec l'expérience de «confédéralisme démocratique» développée par la PYD avec les FDS, Assad et l'aviation russe écrasent la région d'Idlib sous les bombes et la



ORIENT

**LES PUISSANCES RÉGIONALES
SOUTIEN AUX LUTTES DES
POPULATIONS ET LEUR ÉMANCIPATION!**

national (CPN) du NPA réuni les 8 et 9 février.

*ur sans morts sous les bombes, sous les balles ou la
ourriture, d'eau potable et de soins médicaux?*



En 2016, à Alep en Syrie. DR

dévoient peu à peu, sous les yeux indifférents de la « communauté internationale ».

Pour nous, la fin de la tragédie syrienne passe par l'arrêt immédiat des offensives militaires dans ces régions, l'arrêt des bombardements, la fourniture massive d'aide humanitaire d'urgence aux populations civiles en détresse totale et le

refus de tout déplacement forcé de populations. Cela implique la fin de toute intervention militaire étrangère, y compris russe et iranienne, l'arrêt des ventes d'armes aux dictatures de la région et le blocage des mouvements financiers internationaux de leurs dirigeants y compris les dirigeants turcs, et l'ouverture des frontières européennes aux réfugiés syriens.

Enfin tout scénario d'avenir et de reconstruction exige la mise à l'écart d'Assad et des dirigeants du régime syrien, et la reconnaissance du droit du peuple kurde à son autodétermination en Syrie comme en Turquie, en Irak et en Iran. Le NPA continuera à soutenir les résistances démocratiques syrienne et kurde contre tous leurs oppresseurs !



Octobre 2011, manifestation anti-régime au Yémen. DR

YÉMEN

Au Yémen, un enfant meurt toutes les 10 minutes. La pire crise humanitaire du monde, selon l'ONU. C'est le triste bilan des cinq années de guerre lancée par Mohammed Ben Salmane (MBS), le nouveau maître de l'Arabie saoudite. Et la France poursuit ses ventes d'armes à l'Arabie saoudite et aux Émirats, se rendant complice de crimes de guerre. Le peuple yéménite s'était soulevé en 2011 contre l'autocratie et la misère. Mais la résistance des piliers du régime, même divisés, et l'intervention des monarchies du Golfe et de l'Iran avec chacun leurs alliances locales, ont fait payer au peuple yéménite le prix de cette guerre. Bombardements ciblés sur les réservoirs d'eau, les centrales électriques, les hôpitaux, les zones de stockage de denrées, blocus aérien et maritime d'un pays qui, plus que jamais, est dépendant de l'aide alimentaire internationale : tout est fait pour rendre insupportable la vie quotidienne des Yéménites, pour les affamer, les priver d'eau potable, rendre hors de prix les denrées alimentaires et les soins de base. En France, il est plus qu'urgent que les mouvements progressistes se mobilisent pour l'arrêt des ventes d'armes et de toute relation privilégiée avec les monarchies absolutistes et ultra-réactionnaires de la région.

PALESTINE

En Palestine, le « plan Trump » pour le Proche-Orient, pompeusement baptisé « Deal of the Century » (« Accord du siècle »), est immédiatement apparu pour ce qu'il est : un plan de reconnaissance du fait accompli colonial, avec un alignement total sur les positions de la droite israélienne. Le fait qu'il soit rejeté par l'ensemble des forces palestiniennes et par la Ligue arabe n'est pas surprenant, tant le contenu de ce « plan » est outrageusement favorable à Israël et piétine l'ensemble des droits nationaux des Palestiniens.

Sur les questions de territoire, les choses sont très claires : « l'État » palestinien proposé par Trump se compose de petits bouts de territoires, fragmentés, sans continuité et souvent sans contiguïté, qui font inévitablement penser aux bantoustans de l'Apartheid sud-africain. D'autre part, « Jérusalem demeurera la capitale de l'État d'Israël, et restera une ville non divisée ». Dans la continuité de la décision de déplacer

l'ambassade US à Jérusalem en novembre 2017, totalement contradictoire avec le droit international, le plan Trump entérine le caractère irréversible de l'annexion de la ville. Et il va même un peu plus loin en affirmant que c'est à l'État d'Israël d'assurer la protection de l'ensemble des lieux saints, et donc d'y exercer une pleine souveraineté.

Une chose est certaine : le plan Trump est certes rejeté par les Palestiniens, mais il va servir de caution à une accélération des politiques coloniales israéliennes, avec notamment une rapide annexion des blocs de colonies et de la vallée du Jourdain. Des décisions qui vont entériner encore un peu plus une réalité que certains continuent de refuser de voir, à l'image de la France qui, en réaction au plan Trump, s'est contentée de rappeler son attachement à la « solution à deux États » : il n'y a, dans les faits, qu'un seul État entre la mer Méditerranée et le

Jourdain, qui tolère en son sein quelques « zones autonomes », dans la mesure où celles-ci ne sont pas facteurs de déstabilisation. Il ne fait guère de doute que la page de la lutte « pour un État palestinien indépendant au côté d'Israël au terme d'un processus négocié » est définitivement tournée.

Les Palestiniens auront besoin d'un puissant mouvement de solidarité internationale dans leur combat contre le régime d'apartheid israélien. Plus que jamais nous devons affirmer notre solidarité avec le peuple palestinien, exiger la libération de ses emprisonnés et dénoncer l'État d'Israël qui lui impose sa domination coloniale et qui doit être sanctionné et rendu comptable de ses crimes et spoliations. C'est tout le sens de la campagne BDS (Boycott-désinvestissement-sanctions), qui doit elle-même être défendue contre la criminalisation qu'elle subit de la part des gouvernements occidentaux.

*Vive l'alliance internationale
des peuples pour une humanité
débarassée de l'exploitation
capitaliste et de toutes les
oppressions, en paix avec son
environnement!*



En Palestine. DR

ÉDUCATION

Vous avez dit E3C ?



La mobilisation en cours dans les lycées s'organise notamment autour du passage des nouvelles épreuves communes de contrôle continu (E3C), conséquences de la réforme du bac menée par Jean-Michel Blanquer.

La réforme du bac Blanquer s'est traduite par une augmentation de la part du contrôle continu et des bulletins scolaires dans l'obtention du bac (40% de la note finale, dont 30% pour les E3C). Cela correspond à un double objectif. D'une part, cela va légaliser la différence entre un bac « banlieue » et un bac « de centre-ville », en particulier pour l'accès à l'enseignement supérieur. D'autre part, cet artifice va permettre de maintenir un taux de réussite au bac important, tout en empêchant les jeunes des quartiers populaires d'accéder aux études de leur choix. En outre, Blanquer prétendait que 12 ou 15 épreuves du bac (le chiffre actuel), c'est trop ; il annonçait fièrement vouloir réduire le bac à quatre épreuves. Un mensonge ! Le bac Blanquer fait passer une vingtaine d'épreuves (dont les fameux E3C) tout au long des années de 1^{re} (épreuves continues en janvier et avril et deux épreuves de français en juin) et de terminale (épreuves continues en décembre ; deux épreuves de spécialité en avril ; oral de langue vivante à partir de février ; et deux épreuves en juin). Dans ces conditions, le temps long indispensable à la pédagogie disparaît. On assiste à une inflation de contrôles et donc à un bachotage permanent. Ce morcellement de l'enseignement et les diminutions des contenus ont pour conséquence de diminuer la culture générale enseignée au lycée. L'éducation nationale va continuer d'évaluer ce qu'elle n'enseigne pas... Charge à chaque lycéenE d'avoir les moyens (famille, cours particuliers, etc.) de réussir son bac. Acadomia et Studyrma se frottent les mains !

LYCÉES La guerre au bac

Les E3C qui cachent la forêt ?

Nîmes, lundi 13 janvier. Des profs, en lien avec des cheminotEs grévistes, organisent une manifestation devant le lycée Alphonse-Daudet. En entraînant les lycéenEs, ils obtiennent le report des épreuves communes du contrôle continu, les fameuses E3C, nouvelle mouture du bac haï tant en salle des profs qu'en salle de classe. (Dés)organisées dans une impréparation quasi scientifique, ces E3C s'inscrivent dans un projet plus global de transformation du système scolaire, entre Parcoursup et réforme du lycée, réforme du bac pro et baisse des dotations horaires globales (DHG) qui déterminent le nombre d'heures de cours de telle ou telle matière dans les établissements. Le projet : moins de moyens pour l'éducation. L'effet : renforcer le tri social auquel se livre déjà l'école.

La grève... et sa répression

L'expérience nîmoise a fait des petits. Dans bien des lycées, des profs en grève depuis le 5 décembre ont été le déclencheur de la mobilisation des lycéenEs. Dans d'autres, ce sont les noyaux déjà dans l'action qui ont entraîné leurs potes. Mais partout, le même caractère massif, quel que soit le mode d'action, qui ne se limite d'ailleurs pas au seul blocus : piquet de grève devant le lycée et parfois débrayage des épreuves avant qu'elles ne commencent, en renversant les tables s'il le faut, caisses de grève remplies par des gâteaux et des jus de fruits à prix libre, AG spontanées au mégaphone ou au porte-voix plus artisanal. Le tout sous le regard mauvais du proviseur qui enchaîne les mauvais coups pour que les épreuves aient lieu (même si les salles sont aux trois quarts vides) tout en agitant la menace du zéro pour les plus récalcitrants. Mais ça ne marche pas : c'est la grève ! À Ella-Fitzgerald à Vienne, 1000 élèves se sont retrouvés dans la cour mardi 28 juste avant les épreuves de l'après-midi, suite

à une assemblée générale qui avait réuni 400 personnes le jeudi d'avant et qui s'était positionnée pour l'annulation. Mais le proviseur a décidé que les épreuves allaient quand même se tenir sous haute surveillance policière (un flic devant chaque salle !) et alors que les salles étaient à moitié vides. C'est sous la pression du rectorat, craignant pour les épreuves du jeudi suivant, que l'annulation a finalement eu lieu. Car c'est un autre aspect de la mobilisation en cours. Les proviseurs sont en tout point les adjoints des flics. Les lycéenEs, en lien avec leurs profs font massivement grève, et ça les effraie. À Max-Linder à Libourne, la journée de mercredi 5 février a été banalisée pour faire passer les épreuves. Les profs ont été interdits de rentrer dans le bahut et des gendarmes contrôlaient l'entrée, histoire de mettre la pression sur les plus rebelles. La répression est administrative et policière, tant les heures passées au poste se rajoutent aux conseils de discipline déjà programmés. Au moins 25 lycéenEs de Paris, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne ont fait de la garde à

vue ces derniers jours, parfois jusqu'à 48 heures. La répression ne vise d'ailleurs pas seulement ceux qui « animent » les blocus par des feux de poubelle, mais ceux qui organisent, qui distribuent des tracts et entonnent des slogans, qui se saisissent de l'occasion pour faire de la politique. Ils ont bien compris que le danger était là. Que la grève lycéenne passe des E3C à une remise en cause plus générale de cette société de sélection et de misère, et c'est le gouvernement qui tremble ! À nous d'en prendre la mesure et de répondre à la répression avec nos armes : la mobilisation collective. Au lycée Lakanal à Sceaux, c'est parce que 500 élèves ont refusé de rentrer en cours pour protester que les conseils de discipline qui étaient prévus ce jour ont été annulés.

Devant l'obstacle

« Nous avons annulé le bac, l'examen central du cursus scolaire français qui fait passer des inégalités sociales pour des différences de niveau scolaire et d'intelligence ». On ne l'aurait pas mieux dit que les 126 lycéenEs de 57 lycées de toute la France réunis en coordination nationale lycéenne le week-end des 8-9 février : derrière l'annulation du bac, c'est l'institution scolaire tout entière qui est ébranlée. Ce qui n'est pas sans poser tout un tas de questions. D'abord, les lycéenEs qui se sont fait entendre sur les E3C ne

sont pas toujours celles et ceux qui étaient mobilisés depuis le 5 décembre contre la réforme des retraites et son monde. De nouvelles têtes ont émergé. Le mouvement gréviste à la RATP, à la SNCF et chez les profs, ainsi que le ras-le-bol visible contre la réforme leur ont donné confiance en leurs forces. Mais ces lycéenEs montés à l'assaut du bac continueront-ils le combat dans les semaines à venir ? Ou s'en tiendront-ils là ? C'est ainsi que le problème se pose pour les plus mobiliséEs.

Le terreau est plutôt favorable pour pousser l'expérience plus loin : au printemps 2018, les lycées avaient été secoués par la mobilisation contre Parcoursup et la réforme du bac. Rebelote en décembre de la même année : en plein mouvement des Gilets jaunes, les lycéenEs, notamment des lycées populaires, sortaient dans la rue et scandaient « Ni bac Blanquer ni Parcoursup » sur fond de « Gilets jaunés hé-hé ». Dans les lycées, cela fait deux ans que l'injustice de ces réformes fait réfléchir, discuter et suscite la colère des jeunes. C'est le moment ou jamais d'exprimer ce qu'on pense. Pas pour le retour au vieux bac prétendument « national » et « égalitaire », conçu pour réaliser à l'échelle du pays une vaste opération de tri social et de reproduction des classes, sous le paravent de l'égalité des chances. Aux enfants du prolétariat, les moins bonnes filières des moins bons établissements, pour ceux de la bourgeoisie, le gratin scolaire. Dans cette société, l'école comme le reste n'échappent pas aux intérêts de la bourgeoisie. Les logiques qui président aux réformes dans l'éducation sont les mêmes que celles qui orientent la réforme des retraites, de l'assurance chômage ou la destruction de l'environnement ! C'est la main rampante du profit et de la préservation de la domination de classe.

Voilà ce que pourraient être les axes de discussion parmi les lycéenEs dans les prochains temps, dans les assemblées générales ou dans les rencontres interlycées qui fleurissent un peu partout, y compris au niveau national avec cette coordination nationale qui a déjà prévu une « semaine noire » à la rentrée, à partir du 16 mars. Voilà ce qui pourrait permettre de franchir le pas des E3C et faire rentrer plus avant les lycéenEs dans la lutte de touTEs contre les patrons et leur gouvernement.

Bastien Thomas

DES FLICS POUR SURVEILLER LES ÉPREUVES DU BAC



AUTOMOBILE Michelin rapiat jusqu'à la jante du pneu !

Chronique des pratiques lamentables des actionnaires des grandes firmes.

Le site de Michelin à La Roche-sur-Yon en Vendée doit fermer d'ici à la fin de l'année. Résultat : 613 salariéEs seront privés de leur emploi. Un vrai scandale auquel il ne faut pas s'habituer...

« Ces pneus sont la propriété de Michelin » Et chez Michelin, on ne se contente pas de licencier :



on est rapiat jusqu'à la jante du pneu ! Un avantage permet en effet aux

salariéEs « Michelin » d'équiper leur véhicule de quatre pneus pour le prix

d'un. Un privilège sûrement insupportable pour les actionnaires de Michelin, puisque la direction de l'usine a demandé aux salariéEs licenciés de rendre ces pneus ou de les rembourser. Et de préciser : « Ces pneus sont la propriété de Michelin. Ce n'est pas un don, c'est un avantage lié au contrat de travail, ils sont mis à disposition pendant sa durée. » Et de rester ferme sur sa pratique de rapiat ! Commentaire d'un délégué de l'usine : « Nous faire travailler dans le groupe Michelin et nous faire payer des pneus lorsqu'on est licenciés, c'est très petit ». Il aura fallu que la protestation gonfle pour que la direction revienne sur sa décision. Mais elle n'est pas revenue sur sa décision de licencier. Et n'a pas raté une occasion de montrer jusqu'où peut aller l'obsession du profit ! Blog NPA auto-critique

AUTOMOBILE

Mobilisation des Vestalia à Renault Guyancourt

Quand des salariéEs de l'automobile se mobilisent contre les pratiques scandaleuses des donneurs d'ordre et de leurs sous-traitants.

Diviser pour mieux régner : chez Renault, toute l'activité logistique est sous-traitée à une société Vestalia, elle-même filiale du grand groupe Véolia. Au technocentre de Renault Guyancourt, la société Vestalia a commencé par

introduire des primes selon un système qui fait que plus il y a d'accidents du travail dans un secteur, moins on en touche. Et maintenant plus de règles du tout : des primes à la tête du client... en plus d'un salaire de misère ! La nouveauté, c'est que cela ne passe pas chez la centaine de salariéEs de Vestalia qui travaillent à Renault Guyancourt. Un premier débrayage et une première AG ont eu lieu mercredi 5 février dans une salle fournie par le syndicat SUD. Des revendications, dont 150 euros pour toutes et tous, sont ainsi portées lors des négociations annuelles

Les personnelLES de la bibliothèque d'abord ont porté la grève contre la réforme des retraites au-delà des congés de Noël et continuent à mener des actions régulières sur la fac.

Une mobilisation qui s'élargit

Les précaires, organisés en collectif, ont voté la rétention des notes dans plusieurs départements pour le premier semestre et se structurent de plus en plus depuis une journée de grève à la rentrée. Les précaires se mobilisent d'abord contre la situation actuelle (salaires inférieurs au SMIC pour les vacataires qui sont payés seulement tous les 6 mois). Ils incluent également la réforme des retraites et la LPPR à leurs revendications.

La semaine dernière, la seconde AG inter-labos a réuni près de 200 personnes, qui ont voté la participation à la journée de grève des précaires le 11 février et la préparation active du 5 mars et de ses suites : «*L'université et la recherche s'arrêtent le 5 mars*». Les réalités sont très différentes d'un département à l'autre, mais c'est bien une mobilisation large qui se construit par la base.

Les étudiantEs ne sont pas encore massivement mobilisés, mais c'est en train de prendre sur des bases solides avec notamment des masters qui votent leur entrée en lutte (sous différentes formes) et organisent

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR Toulouse: l'université en ébullition

Le mouvement contre les retraites était resté discret à l'université jusqu'aux vacances de Noël: AG clairsemées et cortèges assez faibles alors que la présidence annulait les cours lors des journées nationales de mobilisation. Les équipes militantes ne parvenaient pas à élargir le mouvement. La situation a changé aujourd'hui.



DR

la mobilisation dans leurs départements (interventions en amphi, actions, AG de départements). Les cortèges de l'université aux dernières manifestation interpro étaient à l'image de la situation :

pas encore massifs, mais bien plus gros et dynamiques que durant les semaines précédentes. La journée de grève du 11 février a été importante et l'assemblée générale personnelEs-étudiantEs

qui a eu lieu ce jour-là a été une étape de structuration de la lutte à l'échelle de l'université. Plusieurs AG de département sont prévues dans la semaine.

Correspondant

MONTPELLIER Quatre heures, dans l'unité, pour les retraites

Retour sur une initiative organisée le 2 février.

Ils y tiennent, à cette réforme des retraites. Ils y tiennent pour se débarrasser du carcan que représente pour leurs profits cet acquis datant de la Libération. Ils veulent pouvoir, en jouant chaque année sur la valeur du point, diminuer le montant des pensions. Ils veulent aussi pouvoir compter sur les profits juteux que vont représenter les retraites par capitalisation qu'il faudra bien souscrire pour compenser ces diminutions.

Une colère qui ne s'éteint pas

C'est en fait la répartition du produit de notre travail qui est en jeu. Macron a été très clair à ce sujet, quand il a déclaré que dans le cadre du financement des retraites, il était hors de question d'augmenter... le «*coût du travail*» ! Or, le «*coût du travail*», ce



NPA

n'est rien d'autre que nos salaires, cotisations sociales comprises. On y tient, nous, au rejet total de cette réforme. On y tient parce que c'est notre avenir qui se joue, celui de nos enfants, de nos petits-enfants. Et puisqu'ils veulent financer les caisses de retraite sans augmenter la part dite patronale des cotisations sociales, ni s'attaquer

au chômage (des emplois = des cotisations) en réduisant le temps de travail sans diminuer nos salaires, en nous imposant cette «*réforme*» destructrice, notre colère est légitime. Une colère qui ne s'éteint pas. Qui s'installe dans la durée. Et, si nous voulons gagner, la solidarité est une arme collective indispensable.

C'est pourquoi se sont tenues à Montpellier, le 2 février, quatre heures de soutien unitaire aux grèves et luttés contre la destruction des retraites, à l'appel d'une quinzaine d'organisations syndicales, associatives, politiques (CGT cheminots Montpellier, FERCCGT 34, CNT34ESS, SAF Montpellier, SNES Hérault, SNESup UM, SNUipp-FSU 34, Solidaires Étudiants 34, Sud Éducation 34, Union Syndicale Solidaires 34, UNIRS 34, LDH 34, Gilets jaunes, Ensemble! Hérault, EELV LR, PCF Montpellier, PG 34, NPA 34). 300 à 400 personnes sont passées durant ces quatre heures, pendant lesquelles ont alterné diverses interventions et moments festifs. Un peu plus de 2400 euros ont été recueillis et reversés aux cheminotEs et aux personnels de l'éducation. Une caisse destinée au soutien aux victimes de la répression était aussi proposée.

Correspondants NPA 34

RATP-SNCF Contre la répression, l'union fait la force!

Ahmed, François, Alexandre, Yassine, Patrick et bien d'autres à la RATP, Fayssal et Arnaud à la SNCF, les sanctions pleuvent contre les grévistes. Elles visent souvent des militantEs syndicaux, mais qu'on ne s'y trompe pas: la menace s'adresse à touTEs les travailleurEs qui relèvent la tête.

Pendant que Macron joue de la matraque et envoie les contestataires au tribunal, les directions font du zèle pour ne pas être en reste. Et tous les prétextes sont bons...



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

Faire des exemples

À la RATP c'est l'«*entrave à la liberté du travail*» pour ceux qui ont assisté de trop près au blocage des dépôts de bus, l'accusation d'homophobie (niée par des associations de défense des droits des homosexuels qui ont participé aux rassemblements en soutien aux grévistes attaqués par la direction) et même des faits qui datent de l'automne, pour un gréviste du dépôt de Belliard qui avait dénoncé le délabrement des bus. Mêmes accusations mensongères contre les cheminots grévistes coupables d'avoir tenu tête au gouvernement.

Car c'est bien cela qui gêne les patrons de la RATP et de la SNCF : des milliers de salariéEs ont montré par la grève qu'ils refusaient de plier face à Macron. C'est cette détermination que les directions veulent réprimer en faisant des exemples, quitte à aller loin en menaçant de licencier des salariés délégués prétendument protégés, comme après la grève des cheminots en 2018. Pas sûr qu'ils y parviennent, car les grévistes font bloc. Pas question de se laisser intimider. Une attaque contre l'unE d'entre nous, syndiquéE ou non, est une attaque contre toutes et tous. Des rassemblements nombreux et chaleureux ont ponctué chaque garde à vue, chaque procès et chaque entretien disciplinaire. Face à la répression, les salariéEs de la RATP et de la SNCF restent soudés et comptent bien continuer le combat pour obtenir satisfaction : le retrait de la réforme!

Correspondants



obligatoires, la nouvelle négociation annuelle obligatoire (NAO) ayant eu lieu lundi 10 février.

Des salaires plus bas et des injustices gérées par une boîte extérieure, c'est tout bénéf pour Renault. Pour nous, c'est : mêmes droits et mêmes salaires pour touTEs les salariéEs, intérimaires et sous-traitants!

Blog NPA auto-critique

« Les salariéEs de Vestalia en grève au Technocentre » (Sud-Renault, 10 février)

Cela faisait longtemps que le mécontentement sur les salaires couvait. L'injustice dans l'attribution d'une prime de sécurité a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase chez les salariéEs de Vestalia,

qui travaillent au Technocentre Renault pour de très bas salaires.

Cela faisait une semaine que les salariéEs essayaient de comprendre pourquoi certains avaient touché cette prime et pas d'autres. La direction avait établi un accord stipulant que la prime (135 euros maximum en janvier 2020) était versée par secteur et qu'elle dépendait du nombre d'accidents de travail du secteur (ou «*groupe d'exploitation*»). Sauf qu'ils ont découvert avec la paie de janvier que cette prime était versée à la tête du client.

La direction étant incapable de se justifier sur l'attribution de cette prime, une quarantaine de salariéEs a décidé de débrayer mercredi 5 février à 12h 30. Ils se sont retrouvés en assemblée générale pour débattre de la situation et voter une série de revendications.

[Face à l'obstination de la direction], plusieurs dizaines de salariéEs de Vestalia qui travaillent au Technocentre se sont mis en grève lundi 10 février. Ils protestent contre l'attribution arbitraire de certaines primes, et réclament :

- Une augmentation générale de salaire de 150 euros par mois ;
 - Une même prime de sécurité pour tous ;
 - Une prime de modulation de 10 euros par jour en période haute.
- La direction de Vestalia, qui avait délocalisé à Rueil la réunion NAO prévue ce matin à 11h au Technocentre, a dû la suspendre.

Une cinquantaine de salariéEs ont manifesté dans le Technocentre lundi 10 février dans l'après-midi. Une délégation de grévistes a été reçue par la direction de Renault. La grève continue!



SUD-RENAULT

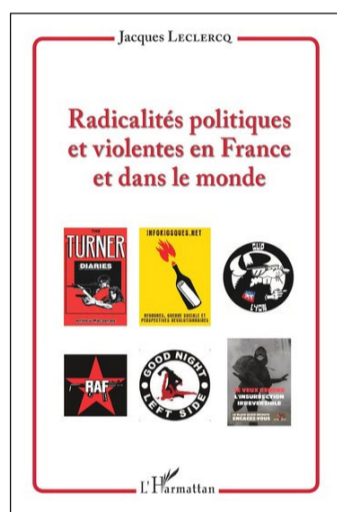
Essai**Radicalités politiques et violentes en France et dans le monde, de Jacques Leclercq**

L'Harmattan, 846 pages, 49 euros.

« Cette vaste enquête propose une vision panoramique de la galaxie ayant opté pour l'utilisation de la violence en politique. Une violence à multiples facettes allant de la manifestation "offensive" jusqu'à la pratique du terrorisme. » Ainsi se présente le dernier ouvrage de Jacques Leclercq, récemment publié chez L'Harmattan, qui, sur plus de 800 pages, propose un panorama de groupes aux idéologies politiques diverses, voire fondamentalement opposées, mais qui ont fait le choix d'avoir recours à des formes de violence. Le livre est ambitieux, puisqu'il ne s'arrête pas

aux frontières de la France et remonte jusqu'à la fin du 19^e siècle. On voyage en Amérique latine, aux quatre coins de l'Europe, au Japon, au Népal, et l'on découvre nombre de groupes, parfois des groupuscules qui, dans des situations et avec des motivations très diverses, ont pratiqué, ou pratiquent encore, l'action politique « violente » (au sens très large du terme).

Le choix de rassembler dans le même ouvrage des organisations aussi diverses peut questionner, tant leurs idéologies et les profils de leurs membres sont variés, voire antagoniques. Au total, le livre constitue une importante somme documentaire, avec de nombreux extraits de documents, photos et autres affiches.

**Toulouse Anticapitaliste : la campagne est lancée !**

Toulouse Anticapitaliste, c'est la liste initiée par le NPA pour les élections municipales et métropolitaines.

Conduite par Pauline Salingue et Nicolas Mousset, Toulouse Anticapitaliste, c'est une liste de 69 candidatEs qui porteront un programme de rupture anticapitaliste dans une élection dominée par la potentielle réélection de Jean-Luc Moudenc (LR), candidat du macronisme. Le Rassemblement national pourrait pour la première fois être en position de se maintenir au second tour. À gauche, nous ne pouvons que constater la profonde division des listes réformistes, toutes issues de l'ancienne majorité municipale de Pierre Cohen (battue en 2014) : GénérationS ; le PS avec le PCF ; Archipel regroupant EÉLV, la FI et des dissidentEs du PS.

Dans ce paysage politique, la liste Toulouse Anticapitaliste fait exception !

De par le profil de ses candidatEs : en moyenne bien plus jeunes que toutes les autres listes et surtout issuEs des luttes sociales de ces derniers mois ! Pour preuve,



NPA

Pauline Salingue, tête de liste, est une animatrice du mouvement social toulousain, investie dans les combats pour la défense de l'hôpital public. Deuxième de liste, Nicolas Mousset est enseignant et acteur des mobilisations dans l'Éducation nationale. Tous deux, comme bien d'autres sur la liste, ont participé à la mobilisation des Gilets jaunes depuis novembre 2018 et à la grève contre la réforme des retraites depuis le 5 décembre 2019. Voter pour Toulouse Anticapitaliste, c'est envoyer au Capitole des éluEs qui défendent un programme qui s'en prend aux intérêts privés. C'est la seule liste

à avancer la gratuité des transports en commun, de la cantine scolaire, la réquisition des logements vides, la construction d'un RER toulousain... La question des luttes sociales et des revendications au travail est au cœur des préoccupations : application des 32 heures pour tous les agentEs qui dépendent de la Mairie et de la métropole, création massive de postes dans les services publics, embauche des personnels précaires et création d'un fonds de solidarité avec les salariéEs en lutte, y compris pour leur permettre de récupérer leur outil de travail en cas de licenciement.

Pour une municipalité qui s'affronte aux oppressions, pour la solidarité

En la matière, le bilan de Jean-Luc Moudenc est catastrophique. Celui qui s'affichait dans les défilés de la « Manif pour tous » a diminué de 25 % le budget aux associations, a tenté d'expulser la CGT de la Bourse du travail, a voté un scandaleux « arrêté anti-bivouac », a multiplié les mesures sécuritaires.

À l'exact opposé, nous proposons de démanteler le dispositif de vidéosurveillance, de désarmer la police municipale, de créer des centres d'accueil pour les femmes victimes de violences, de multiplier les locaux pour les syndicats et les associations (à commencer par le Planning familial qui fonctionne dans des conditions lamentables). Nous proposons que Toulouse renoue avec ses traditions héritées de l'exil des républicains de l'État espagnol en se déclarant terre d'accueil et en mettant tout en œuvre pour accueillir les réfugiés politiques, économiques ou climatiques.

Faire des municipales un point d'appui dans la lutte contre le gouvernement

Ces élections vont se dérouler au lendemain du premier round de la lutte contre la réforme des retraites et lors du débat parlementaire. Elles seront donc l'occasion pour les anticapitalistes de défendre en même temps un programme pour les classes populaires et de poser la perspective d'un mouvement d'ensemble pour mettre en échec Macron et le patronat.

Sylvain Cantaloube

Conseil politique national**Poursuivre la bataille contre la réforme des retraites et son monde**

Le Conseil politique national du NPA s'est réuni les 8 et 9 février. L'occasion, notamment, de faire un bilan d'étape de la mobilisation exceptionnelle contre la « réforme » des retraites, et de discuter de ses perspectives et du rôle des militantEs anticapitalistes et révolutionnaires.

la population a bien compris qu'au bout du bout, tout le monde serait perdant. Et ce n'est pas la présentation de l'avant-projet de loi et de son étude d'impact annexée qui risque de faire changer les choses puisque la projection de l'âge d'équilibre est fixée à 65 ans (mais pourra être plus tardif pour les générations futures) et pour celles et ceux qui partiront avant, le malus sera de 8% et non plus de 5% comme annoncé. Enfin, la part des 13,8% du PIB alloués actuellement pour les pensions baissera dans les années à venir.»

Manifestation nationale, grève de masse

Dans un tel contexte, il s'agit de défendre une orientation combative, dont l'objectif doit être ambitieux, mais à la hauteur de la situation : gagner contre Macron. « La bataille pour une grève de masse doit être menée partout : dans nos AG professionnelles et interprofessionnelles pour maintenir l'activité d'explication de la réforme et de conviction de la nécessité de se mettre en mouvement et en grève ; dans nos syndicats pour maintenir un haut niveau d'activité



militante, ne pas retourner à la routine ; auprès des autres organisations politiques engluées dans les municipales et leurs discussions d'appareils. [...] Nous défendons une orientation qui combine la proposition d'une manifestation nationale à Paris contre la politique de Macron, pour rassembler le mouvement pour le retrait de la réforme, les Gilets jaunes et toutes celles et ceux qui veulent arrêter Macron, afin de relancer le mouvement avec la nécessité de démarrer, tous secteurs confondus, une grève de masse pour gagner, avec une articulation entre revendications sectorielles et lutte contre la réforme des retraites.»

C'est dans ce cadre général que nous envisageons notre participation aux élections municipales dans un certain nombre de villes, certes insuffisant, mais qui permettra de faire entendre une autre voix lors de cette échéance : « Nous participons à des listes dont les délimitations sont liées au mouvement, à l'orientation que nous défendons dans celui-ci, avec des militantEs qui se sont révélés dans la lutte ; dans la plupart des endroits où nous sommes parvenus à construire des listes, c'est l'écho gagné dans le mouvement qui a permis de les constituer. [...] [Ces listes reposent sur] l'indépendance de classe, pour la rupture avec le capitalisme et ses institutions, le refus des majorités de gestion de la pénurie avec les organisations intégrées à l'appareil d'État. »

Une motion de solidarité avec toutes les victimes de la répression a été adoptée, et d'importantes décisions ont été prises, au vu de la situation de la trésorerie du NPA, concernant les questions financières, sur lesquelles nous reviendrons la semaine prochaine. J.S.

l'Anticapitaliste la revue
Le n°112 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Cinéma

Soumaya, de Waheed Khan et Ubaydah Abu-Usayd

Film français, 1h43, sorti le 5 février 2020.

Voilà un film, *Soumaya* (du nom de son personnage principal), qui a l'énorme mérite de rendre visible ce qui a été occulté depuis des années par les « grands » médias et la quasi-totalité du champ politique, à savoir l'entreprise raciste de stigmatisation et d'exclusion dont sont l'objet les musulmanEs dans la société française.

Un film contre l'islamophobie d'État

Pour ce faire, le film s'appuie sur des faits réels qui renvoient aux conséquences directes de l'état d'urgence. Contrairement à une représentation largement présente dans les milieux militants de gauche, celui-ci n'a pas d'abord et principalement affecté des syndicalistes ou des écologistes mais des musulmanEs. Ainsi le film débute-t-il par la perquisition administrative arbitraire subie par une famille et, dans la foulée, le licenciement abusif de la mère d'une entreprise dans laquelle elle travaillait depuis 14 ans.

La censure dont le film fait l'objet – la séance en avant-première prévue en septembre dernier au Grand Rex avait été annulée suite à une campagne menée par la fachosphère et le film n'est actuellement programmé que dans une poignée de salles en France – signale à nouveau qu'il est plus facile et rentable, dans l'espace public français, de faire régulièrement des déclarations racistes au point d'être condamné pour incitation



à la haine raciale (cas Zemmour) que de faire connaître une œuvre antiraciste. Une vertu essentielle du film tient dans le fait qu'il ne propose pas

une simple dénonciation morale du racisme, réduisant celui-ci à un préjugé irrationnel et à une faute individuelle, mais donne à voir à quel point l'islamophobie

fonctionne en France comme un racisme d'État, au sens où il se trouve régulièrement stimulé par des politiques publiques (loi du 15 mars 2004 sur les signes religieux « ostentatoires » à l'école, circulaire Chatel, etc.) et légitimé par des discours d'État (prononcés par des individus occupant des positions au sommet de l'État).

Un film à voir et à soutenir

Il permet également d'insister sur le fait que l'islamophobie se déploie à travers une variété de pratiques : des pratiques d'État (policières et judiciaires notamment, mais aussi scolaires) ainsi que des pratiques qui débordent l'État (discriminations à l'embauche et à la promotion, sur le marché locatif, dans la sphère associative, etc.). Le racisme apparaît alors pour ce qu'il est : un système de pratiques qui produisent des effets matériels et quotidiens sur les personnes qui en sont l'objet, aboutissant à l'infériorisation et l'exclusion de vastes groupes humains.

Enfin, si le personnage principal permet de mettre l'accent sur le courage et la dignité exemplaires d'une mère, les personnages secondaires amènent implicitement à saisir plusieurs des obstacles à la lutte contre l'islamophobie, qu'il s'agisse de l'intégrationnisme amenant à prendre le point de vue des dominants (à travers le personnage de l'avocat, Kais), de la peur que la lutte frontale contre le racisme ne fasse qu'empirer les choses (la mère de Soumaya) ou encore de l'épuisement de celles et ceux qui ont (souvent) le sentiment de lutter dans le désert, de manquer de soutiens (l'avocate, Mariam). Un film à voir donc, à faire voir, mais surtout à soutenir dans un contexte où tout est fait pour rendre invisible la persécution islamophobe et ses effets.

Ugo Palheta

Cinéma

L'Apollon de Gaza, de Nicolas Wadimoff

Documentaire suisse, 1h18, sorti le 15 janvier 2020.

En 2013 est apparue à Gaza une magnifique statue antique représentant Apollon. Elle a ensuite disparu. Peu de gens l'ont vue, il en existe des photos et les versions les plus contradictoires courent sur ses origines et son évaporation. Vraie statue datant de l'Antiquité ou copie récente ? A-t-elle vraiment été trouvée en mer par un pêcheur ? Enfin, où est-elle passée ?



Une plongée dans Gaza

Nicolas Wadimoff interviewe les pêcheurs qui l'auraient trouvée, un bijoutier chez qui elle aurait été conservée un moment, des archéologues et collectionneurs locaux ou basés à Jérusalem qui auraient aimé l'examiner, un prêtre chrétien de Gaza : chacun ou presque a sa version. Quant aux fonctionnaires des services culturels du gouvernement du Hamas, ils sont évasifs sur le devenir de la statue. Ce qui est suggéré prudemment par certains des interviewés, c'est que l'aile militaire du Hamas aurait mis la main dessus. Pourquoi ?

C'est le 3^e film de Nicolas Wadimoff sur la Palestine. Le précédent, *Aisheen (Chroniques de Gaza)*, avait été tourné en février 2009, quelques semaines après la fin de la guerre de 2008-2009. Plutôt que de traquer une vérité inaccessible en l'absence de la statue, le film poursuit plusieurs pistes à la fois, et entretient le mystère. Il constitue le prétexte à rappeler que cette ville existe depuis la plus haute Antiquité (elle aurait été fondée vers 1500 avant notre ère) et à en montrer toute la complexité présente. On y voit des gens qui peuvent être fatigués de la situation du territoire et méfiantEs mais essaient de survivre « normalement ». CertainEs sont des privilégiés par rapport à la situation humanitaire catastrophique du territoire, mais Gaza, c'est aussi cela, loin des caricatures israéliennes sur le « nid de terroristes ».

Henri Wilno

Photos

C'est un très beau livre de photos publié à compte d'auteur.

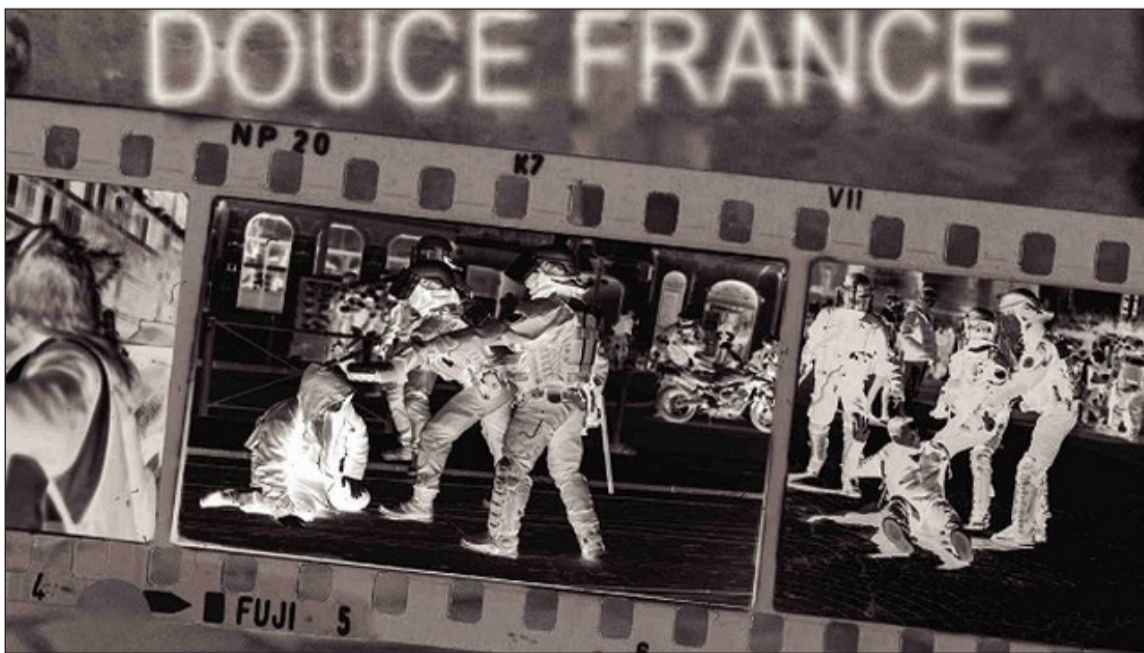
L'auteur est photographe indépendant, il s'appelle Jean-Michel Becognee. Il a photographié les manifestations des Gilets jaunes, à Bordeaux essentiellement, et un peu à Paris aussi. Il a commencé dès l'Acte 1 puis, au fil des semaines, jusqu'à l'acte 24, le dernier du livre. Environ 200 photos noir et blanc ou couleurs, de formats différents.

Manifestations, sourires, violences

En tournant les pages, on revit ces manifestations, on est vraiment en plein dedans. On voit des beaux visages de manifestantEs, on voit la colère, la détermination, la peur et aussi les sourires, la joie d'être là. Et puis on est frappés, à nouveau frappés, par la violence de la répression policière, avec de véritables scènes de guerre, les matraquages, les gazages, les charges, les blessures, les armes... et puis les manifestantEs qui se défendent, ripostent, contre-attaquent, avec des voitures renversées, des feux, des vitrines brisées... et puis des graffitis, des pancartes, des banderoles qui répondent au pouvoir, à son mépris. Les photos sont illustrées de commentaires de l'auteur, d'extraits d'articles de presse, de phrases ou de déclaration

Douce France, de Jean-Michel Becognee

JMB photography, 25 euros.



piochées autour du mouvement, qui précisent ou qui rappellent un évènement. On fait de la pub pour ce livre mais il faut le dire, il va être très difficile à trouver. Vendu essentiellement dans quelques librairies bordelaises (notamment à la « Mauvaise Réputation »), il est en plus édité

en série limitée. Si on a la chance d'en avoir un, alors il faut le faire circuler. C'est un bel objet « souvenir » et surtout un outil militant, pour montrer ce qui s'est passé, pour ne pas oublier, pour raconter une révolte, pour dénoncer la terrible brutalité policière (sous les ordres

du préfet Lallement) mais aussi pour donner envie car ce sont des images de luttes. Même si parfois elles font mal, à coup sûr elles suscitent une forte émotion, elles expriment la dignité et la fierté retrouvées au travers d'une telle bataille ainsi livrée collectivement. Philippe Poutou

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

« Dans la fonction publique, la colère est grande, et il est probable qu'elle continue de grandir et de s'exprimer. »

Entretien avec **Gaëlle Martinez**, déléguée générale de Solidaires Fonction publique. Elle revient avec nous sur la mobilisation de la fonction publique contre la « réforme » de la retraite à points.

Depuis le 5 décembre, une mobilisation exceptionnelle contre la « réforme » de la retraite à points a débuté. Que se passe-t-il dans la fonction publique ?

Dans la fonction publique, qui est fortement mise à mal depuis de trop nombreuses années par des réformes successives, qu'elles soient globales comme la loi de transformation de la fonction publique d'août 2019 ou plus sectorielles, la mobilisation a été très forte le 5 décembre puisque les taux de grève étaient exceptionnellement hauts. Ce sont des taux qui n'avaient pas été atteints depuis de nombreuses années.

Il faut par ailleurs préciser que ces chiffres sont systématiquement minorés par le ministère de la Fonction publique. On peut donc imaginer que la mobilisation a été encore au-delà de ce que l'on pense. Les autres journées de décembre ont elles aussi été très bien suivies. En janvier, les fonctionnaires ont été très actifs dans des actions diverses. Les dépôts d'outils de travail ont été extrêmement nombreux. Devant Bercy par exemple le 22 janvier, plusieurs centaines d'agentEs ont déposé ce qui représente leur travail. Ça a très souvent été le cas devant les préfectures également et cette forme d'action continue.

Quelles seront les conséquences de la réforme à points pour les fonctionnaires ?

Ce sera désastreux pour les fonctionnaires, comme cela le sera d'ailleurs pour l'ensemble des salariéEs. Passer d'un calcul sur les six derniers mois de salaire à un calcul sur l'ensemble de la carrière sera forcément extrêmement défavorable et entraînera très rapidement une baisse des pensions, une dégradation des conditions de vie des agentEs arrivés à la retraite et de fait à une véritable paupérisation. Et ce n'est pas l'intégration des primes dans le calcul de la retraite qui permettra de corriger ou compenser cela. Si c'est une revendication portée tout comme celle d'une véritable revalorisation salariale dans un contexte de gel du point d'indice depuis 10 ans environ, ça n'est en aucun cas le remède miracle face à une réforme véritablement mortifère et destructrice de toutes les solidarités.

Par ailleurs, les femmes seront elles aussi très largement perdantes. Elles subiront la double peine avec des carrières souvent hachées.

Enfin, dans la fonction publique, la fin de la catégorie active (sauf exception) signifie une moins grande prise en compte de la pénibilité. Alors que le travail est aussi pénible dans la fonction publique.

Donc contrairement à ce qui est affiché, les fonctionnaires seront très largement perdants avec cette réforme.

La grève et la grève reconductible contre la réforme des retraites à points n'a pas pris, à cette étape, dans la fonction publique. Comment l'expliques-tu ?



DR

La grève a été suivie et même très largement en décembre. C'est plus compliqué depuis janvier. Pour la grève reconductible, effectivement, à l'exception de l'Éducation nationale où cela a pris dans un certain nombre d'endroits, cela n'a malheureusement pas été le cas dans l'ensemble de la fonction publique. De nombreux éléments peuvent être envisagés. La difficulté d'appropriation de cette réforme par exemple. Mais également probablement parce que les agentEs sont largement éprouvés par les réformes sectorielles successives. Parfois, les agentEs se sont déjà jetés à corps perdu pour tenter de sauver le service public dans lequel ils et elles travaillent. Ils et elles sont parfois épuisés par plusieurs mois, voire plusieurs années de lutte. Si l'objectif global du mouvement est cohérent, que toutes les réformes ont le même objectif, il est parfois difficile pour les agentEs de s'en rendre totalement compte. C'est un rouleau compresseur qu'ils et elles ont en face.

Et pourtant on voit depuis un certain temps déjà que de nombreux secteurs de la fonction publique, l'hôpital public, les Finances publiques, l'Éducation, la Culture... se mobilisent. La convergence de toutes ces mobilisations n'est pas possible ?

Effectivement, quasiment tous les secteurs sont en lutte puisque les réformes sont partout. La volonté du gouvernement est clairement d'imposer un véritable changement de société basée uniquement sur l'individu en tuant les solidarités. Tu peux te payer la santé, l'éducation, etc., c'est bien. Sinon, tant pis. Voilà la volonté du gouvernement. Toutes les administrations et services publics sont donc ciblés par des restructurations, déstructurations, destructions.

L'hôpital public par exemple, nous le voyons touTEs, est à bout de souffle, sacrifié sur l'autel de la rentabilité. Même chose à Bercy ou dans l'Éducation en ce moment avec les réformes Blanquer.

À ce stade, la convergence des luttes n'a pas pu se faire comme on aurait pu le souhaiter. Mais cela ne veut pas dire que cela ne va pas arriver. Les agentEs publics se sont mis massivement en grève en décembre. Ils et elles ont organisé de très nombreuses actions et continuent de le faire. C'est révélateur d'un mal-être profond et d'un grand questionnement. La colère est grande. Il est probable qu'elle va continuer de grandir et de s'exprimer.

Entre la loi de transformation de la fonction publique et la réforme à

points, on voit bien que les fonctionnaires sont une cible privilégiée pour le gouvernement. Quelles sont les perspectives de l'intersyndicale fonction publique ?

Le fonctionnaire bashing n'est pas nouveau mais il s'est fortement accentué. Les fonctionnaires sont systématiquement présentés comme un coût pour la société alors même qu'ils et elles sont, au contraire, une véritable richesse. L'intersyndicale fonction publique se réunit régulièrement avec un arc CGT, FAFP, FO, FSU et Solidaires. Elle relaie bien entendu toutes les journées de grève et mobilisation appelées par l'intersyndicale interprofessionnelle, tente de mettre en place des actions diverses pour alerter sur les dangers de la réforme des retraites mais également plus largement sur des revendications liées notamment aux conditions de travail et d'exercice des missions de service public.

Et puis elle cherche aussi à convaincre la population de la nécessité du statut de la fonction publique qui existe pour protéger de l'arbitraire et assurer à toutes et tous un accès sans discrimination au service public et à alerter sur la suppression des services publics. Il faut que les agentEs prennent également conscience que prendre sa place dans le mouvement sur les retraites est indispensable. Gagner cette bataille, ça signifie obliger le gouvernement à enclencher la marche arrière sur toutes les autres réformes.

Propos recueillis par Joséphine Simplon

L'image de la semaine



Vu ailleurs

MISÈRE SANITAIRE DANS LE 9-3

Jeudi 6 février, 80 médecins chefs hospitaliers de Seine-Saint-Denis ont démissionné, estimant « ne plus vouloir être complices de la gestion de la misère ».

Manque de tout, soignants sous-payés et à bout, patients mal pris en charge, quand ils sont pris en charge : lors d'une conférence de presse à Saint-Denis, cinq chefs de service membres du Collectif inter-hôpitaux (CIH) ont brossé un tableau apocalyptique de la situation dans ce département, le plus pauvre de métropole, qui devrait à leur yeux « constituer une zone sanitaire prioritaire ». [...]

« Les soignants ne sont pas assez nombreux car les métiers ne sont plus attractifs. Comment une infirmière qui a Bac +3, travaille un week-end sur deux et en horaires décalés, passe son temps à absorber une misère sociale peut-elle être payée seulement 1,2 smic ? Même en Pologne et en Slovaquie elles sont mieux payées ! », s'est indigné le Dr Yacine Tandjaoui-Lambiotte, praticien en réanimation à l'hôpital Avicenne à Bobigny. « On tient nos patients à bout de bras mais nos bras vont flancher. Il faut perferuser de l'argent à l'hôpital public. Beaucoup d'argent », a-t-il argué.

« Plus rien ne tient, ça n'a plus aucun sens ce qu'on fait. C'est comme si on avait un torchon qui craquait et qu'on raccumulait dans tous les sens », a de son côté estimé le Dr Noël Pommepey, pédopsychiatre à l'hôpital psychiatrique Ville-Evrard à Neuilly-sur-Marne, le deuxième plus important de France. Il a expliqué comment le manque de personnel conduisait à avoir recours à la contention et à l'isolement des malades – « une honte pour les équipes » – et à prioriser les patients : « Quand on reçoit trois enfants, on n'a le traitement que pour un seul. » « Nous sommes physiquement et psychologiquement épuisés, nous avons l'impression de faire mal, trop vite, il y a une perte de sens de notre travail. On va dans le mur », a enchaîné le Dr Joëlle Laugier, de l'hôpital Delafontaine à Saint-Denis.

« À leur tour, 80 médecins de Seine-Saint-Denis démissionnent pour ne plus "être complices de la gestion de la misère" », lemonde.fr, 8 février 2020.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €	
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR432254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org